



WAL-MART FRAGILISÉ
DANS SON EMPIRE PAGES 2 et 3

S&P/TS
↓ 10,0
-0,2

TS CROISSANCE
↓ 22,2
-2,88 -0,

QU BEC 3
↑ 082,20
+0,0

DOW ONES
↓ 088,0
-0,

DOLLAR
↑ 88,99 ¢ US
0,20

Apple annonce des changements significatifs

La société innovatrice a décidé de réviser ses stratégies financières

PAGE

Alliance Atlantis recevrait une offre de 1,2 milliard de dollars

Une entreprise britannique veut acheter la division Motion Picture Distribution

PAGE

Mega Brands surprend malgré l'impact Magnetix

Le fabricant de produits de consommation a surpris les investisseurs

PAGE

Inco maintenant courtisé par un géant brésilien

Cardinal et milliards de dollars attirent le géant brésilien Phel's Dodge

PAGE

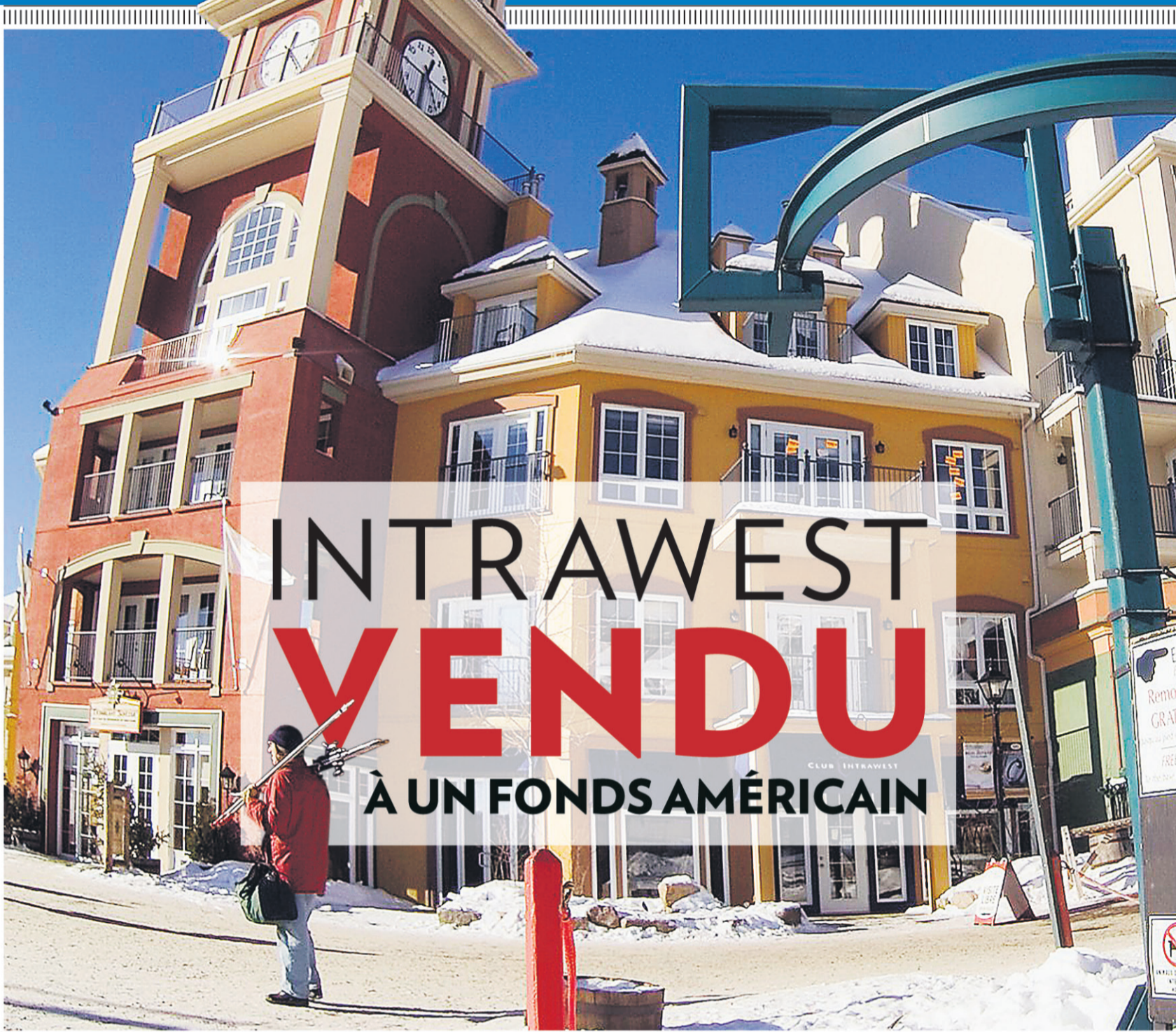
LE CHIFFRE DU JOUR

2
La Banque d'Ontario a lancé un plan de sauvetage de 2 milliards de dollars pour soutenir le secteur bancaire et financier. Source: AFP

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES

COMPOSEZ MAINTENANT LE 1 866 499 0334

Acquisition.biz



INTRAWEST VENDU À UN FONDS AMÉRICAIN

Vue de la station Tremblant

PHOTO DAVID OILY.PC

Tremblant change de mains

MAXIME BERGERON

C'est sans émotion que les employés de la station de ski Mont-Tremblant et les élus locaux ont accueilli la vente du centre de villégiature à des intérêts américains, hier.

« C'était déjà aux mains d'Intrawest, une compagnie qui a son siège social à Vancouver, alors il y

avait déjà une certaine distance avec la maison mère », a indiqué à *La Presse Affaires* Benoît Fillion, président du syndicat des travailleurs de la station Mont-Tremblant.

Intrawest, qui exploite entre autres les installations de Tremblant et de Whistler-Blackcomb, dans l'ouest canadien, a conclu hier un accord de vente avec Fortress Investment Group LLC, de New York. Le fonds d'investissement américain achètera

toutes les actions ordinaires du groupe au prix unitaire de 35 \$ US (39,20 \$ CAN), en plus de supporter ses dettes. La transaction totalise 2,8 milliards de dollars américains.

Tant les analystes que les marchés boursiers ont réagi positivement à l'annonce. L'action d'Intrawest a bondi de 8,61 \$, hier, pour clôturer la journée à 38,40 \$ à la Bourse de Toronto, en hausse de 29 %.

Avant d'être bouclée, la transaction

devra recevoir l'assentiment des autorités réglementaires. Les actionnaires devront aussi l'approuver en assemblée au mois d'octobre.

Voir TREMBLANT en page

AUTRES TEXTES

- > Petite histoire d'un grand investisseur, page 10
- > Fortress Investment : une société discrète, page 10

Le plein à 300 \$



CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Plusieurs automobilistes ont dû avaler leur café de travers, cette semaine, en prenant connaissance d'une étude de la très sérieuse agence Standard & Poor's sur l'évolution possible des prix du pétrole.

En tenant compte de la crise au Proche-Orient, l'agence se penche

sur quatre scénarios. Selon le plus pessimiste, le conflit s'étend à l'Iran, qui bloque le détroit d'Ormuz. Cela couperait toutes les livraisons de pétrole en provenance de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis et du Koweït. Il en résulterait une pénurie majeure, qui propulserait le prix du pétrole au niveau stratosphérique de 250 \$ US le baril. En clair, cela signifie que le prix de l'essence acheté à la pompe, à Montréal, bondirait à 4,25 \$ le litre. Pour le propriétaire d'un VUS dont la capacité est de 80 litres, faire le plein reviendrait à 340 \$!

Heureusement, nous n'en sommes pas encore là. Il s'agit d'une hypothèse parmi d'autres, et rien ne permet d'affirmer que le prix du litre dépassera les 4 \$ dans un

avenir prévisible. En revanche, tout indique que les prix continueront de monter, et à des niveaux qu'on n'a encore jamais vus.

Les scénarios de Standard & Poor's sont établis en fonction de la crise au Proche-Orient, un événement ponctuel.

Beaucoup plus inquiétantes sont les perspectives à plus long terme. La demande croissante des économies émergentes, de la Chine en particulier, risquent d'entraîner des perturbations majeures. Les projections de la société Honda montrent que les ventes de véhicules neufs dans le monde passeront de 850 millions à 1,2 milliard d'ici 2012.

Voir PICHER en page



Robert Milton

AIR CANADA VOLERA DE SES PROPRES AILES
PAGE

ABONNÉS DE LA PRESSE, OBTENEZ DE 10% À 30% DE RABAIS



REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

88,99 ¢US

VARIATION +0,20 ¢

0,6986 €

VARIATION +0,0054 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US , **23** \$

UN EURO , **33** \$

AUTRES DEISES

Australie	dollar	0,8613
Chine	renminbi	0,1410
Grande-Bretagne	livre	2,1264
Hong Kong	dollar	0,1446
Inde	roupie	0,0242
Japon	yen	0,0097
Mexique	peso	0,1040
Norvège	couronne	0,1794
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7125
Suède	couronne	0,1556
Suisse	franc	0,9051

PETROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

,3 \$US

VARIATION **0,35** \$US

Light Sweet Crude **77,46** \$US

North Sea Brent **75,45** \$US

OR (NY Gold)

633,50 \$US

711,86 \$CAN

VARIATION **-1,40** \$US



SÉCURITÉ AÉRIENNE: PROBLÈMES POUR LES MUSICIENS

PARIS — Le renforcement des mesures de sécurité dans les aéroports, comme l'interdiction des bagages à main au Royaume-Uni, risque en cette période de festivals de poser des problèmes aux musiciens, qui pour rien au monde n'acceptent de se séparer de leur instrument.

Le chef d'orchestre de l'Orchestra of Moscow en tournée à Londres a indiqué avoir des problèmes dans les aéroports, ce qui est inacceptable, a déclaré le directeur des opérations de la compagnie aérienne britannique British Airways. Les musiciens de l'Orchestra of Moscow ont été interdits d'embarquer à l'aéroport de Gatwick, ce qui a entraîné des tensions.

Les musiciens de l'Orchestra of Moscow ont été interdits d'embarquer à l'aéroport de Gatwick, ce qui a entraîné des tensions.

Les musiciens de l'Orchestra of Moscow ont été interdits d'embarquer à l'aéroport de Gatwick, ce qui a entraîné des tensions.

Les musiciens de l'Orchestra of Moscow ont été interdits d'embarquer à l'aéroport de Gatwick, ce qui a entraîné des tensions.

LES BOURSE DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2057,71	-14,03	-0,68
S&P 500 (New York)	1266,74	-5,07	-0,40
Mexico Bolsa	20273,86	225,68	1,13
Brazil Bovespa Stock	36944,43	-409,33	-1,10
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3427,39	-0,06	0,00
FTSE 100 (Angleterre)	5820,10	-3,30	-0,06
CAC 40 (France)	4985,52	8,88	0,18
DAX (Allemagne)	5628,37	-2,59	-0,05
IBEX 35 (Espagne)	11777,30	-33,10	-0,28
Milan MIB30 (Italie)	36679,00	-6,00	-0,02
Amsterdam Exchanges	451,76	0,21	0,05
OMX (Stockholm)	937,13	4,19	0,45
Swiss Market (Suisse)	7858,57	14,34	0,18
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	15565,02	-65,89	-0,42
Hang Seng (Hong Kong)	17249,95	27,81	0,16
S&P/ASX 200 (Australie)	4949,20	-4,00	-0,08

WAL-MART LA MAL-AIMÉE

FRAGILISÉE AU SEIN

Les salaires sont devenus moins attractifs que ceux de Wal-Mart, dont le salaire annuel moyen au Québec est de 9,59 \$ l'heure, en plus d'un boni pouvant atteindre 2000 \$ par année. Nous n'avons pas le choix d'offrir les meilleures conditions de travail si nous voulons être les meilleurs dans notre domaine. Comme le Québec est un marché en développement, nous nous devons de bien traiter nos employés.



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Le 1er août, un autocar quitte New York pour plusieurs semaines en direction de la côte ouest américaine. Et il ne s'agit pas de l'un de ces mythiques voyages d'étudiants d'un bout à l'autre du pays.

À son bord, des dizaines de Wal-Mart haters. Déterminés comme jamais à sensibiliser les Américains à leur cause : forcer

la compagnie à augmenter ses salaires et ses avantages sociaux.

La tournée WakeUpWalMart doit visiter 35 villes en autant de jours. Le 2 août, elle était de passage à Bridgeport, dans le Connecticut, profitant de l'effervescence des primaires démocrates. Les partisans du sénateur Joe Lieberman et de son rival Ned Lamont ont fait une trêve pour s'unir contre le géant du commerce au détail.

Les deux candidats au poste de sénateur du Connecticut ont signé l'affiche réclamant l'amélioration des conditions de travail des « associés ». Ils ont plaidé pour une nouvelle philosophie des relations du travail. Lieberman s'est défendu d'avoir accepté de l'argent en pro-

venance du siège social de Bentonville. Pendant quelques minutes, ce fut un pour tous, tous pour un. Et tous contre Wal-Mart.

Le United Food and Commercial Workers, l'un des plus grands syndicats du pays, est derrière cette campagne de sensibilisation à grand déploiement. Même s'il représente déjà 80 000 travailleurs dans le commerce au détail, le syndicat se défend de vouloir orchestrer son entrée chez Wal-Mart. « Nous voulons que les Américains prennent conscience des actions de Wal-Mart, dit le directeur, Paul Blank. La façon dont Wal-Mart réglerait le problème reste une décision de la compagnie et de ses employés. »

Ils en ont tout de même long à

dire sur le plus grand employeur du pays. « Wal-Mart est comme un bulldozer qui détruit tout sur son passage, dit M. Blank. L'entreprise utilise son immoralité pour faire des profits. Mais ce n'est pas tout : elle force des employeurs responsables à faire de même pour rester concurrentiels. »

Les opposants au géant du commerce au détail parcourront 19 États américains d'ici leur dernier arrêt, à Seattle, le 4 septembre. Ils ont soigneusement évité l'Arkansas, le royaume de Wal-Mart. L'entreprise est néanmoins au courant de leur initiative. « C'est évident que les syndicats ont des intentions cachées, dit Andrew Pelletier, directeur des affaires générales de Wal-Mart Canada. Nous ne sommes pas parfaits, mais nous sommes à l'écoute de nos clients et de nos critiques. C'est l'une des forces de notre entreprise. Nous travaillons d'ailleurs plus que jamais avec des organisations non gouvernementales (ONG). Toutefois, ce groupe n'est pas intéressé à dialoguer. Ses motivations sont politiques. »

LE CHIFFRE DE PAIE D'UN EMPLOYÉ DE WAL-MART AU QUÉBEC

9,59 \$ Salaire horaire moyen
18 700 \$ Salaire annuel moyen des employés
900 \$ Boni annuel moyen
19 600 \$ Salaire annuel moyen incluant le boni
17 796 \$ Salaire annuel moyen dans le grand magasin
Avantages sociaux : assurance maladie, assurance dentaire, assurance vie, cotisations des cotisations de l'Ontario sur les achats chez Wal-Mart, cotisations de l'Ontario sur les actions de Wal-Mart

Sources : Wal-Mart Canada, Statistique Canada

Le modèle Costco

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Dans sa croisade contre Wal-Mart, le milieu syndical n'a pas que des récriminations. Il a aussi une solution : Costco, une chaîne de magasins-entrepôts.

Pourtant, seulement 51 des 346 magasins de Costco aux États-Unis sont syndiqués. Au Canada, aucun des 63 magasins, dont les 15 situés au Québec, ne l'est.

« Costco n'a pas la réputation d'être une compagnie qui maltraite ses employés. Elle paie mieux. Elle se le fait parfois reprocher par ses actionnaires. Mais elle bénéficie aussi d'un taux de roulement du personnel moins élevé », dit Louis Bolduc, adjoint au directeur national des Travailliers unis de l'alimentation et du commerce (FTQ), le syndicat qui représente les employés de Wal-Mart au Québec.

Chez Costco, qui a un chiffre d'affaires de 53 milliards US comparativement à 312 milliards pour Wal-Mart, le salaire annuel d'une caissière qui vient d'être engagée est de 20 475 \$. Le salaire moyen d'un employé de Wal-Mart au Québec : 19 600 \$ après bonis. « Nous ne partageons pas la même philosophie que Wal-Mart. Nous croyons qu'en retour de salaires supérieurs, nous profitons d'une productivité accrue de nos employés. Ils sont plus heureux, donc plus productifs. Ce sont nos membres et nos actionnaires qui en profitent », dit Ron Damiani, vice-président adjoint aux relations d'entreprises de Costco.

Wal-Mart ne refuse pas le jeu des comparaisons. Mais pas question de faire l'exercice avec Costco. La compagnie préfère ses concurrents directs : Zellers, Canadian Tire et les autres commerces de détail à rabais. Elle estime être le meilleur employeur dans son secteur d'activités. Chiffres à l'appui, elle prétend aussi que son salaire de base est plus généreux que celui de plusieus épiciers et magasins québécois syndiqués.

« Nous n'avons pas d'emplois au salaire minimum, contrairement à nos concurrents, dit Andrew Pelle-

tier, directeur des affaires générales de Wal-Mart Canada. Notre salaire moyen au Québec est de 9,59 \$ l'heure, en plus d'un boni pouvant atteindre 2000 \$ par année. Nous n'avons pas le choix d'offrir les meilleures conditions de travail si nous voulons être les meilleurs dans notre domaine. Comme le Québec est un marché en développement, nous nous devons de bien traiter nos employés. »

Le marché boursier hésite lui aussi à mettre Costco et Wal-Mart dans le même panier. « Costco et Wal-Mart ne sont pas vraiment des concurrents, dit François Rochon, président de Giverny Capital, une firme de gestion de portefeuilles. Costco fait beaucoup plus de revenus par employé et par pied carré que Wal-Mart. Costco est presque un grossiste alors que Wal-Mart fait de la vente au détail pure. La compagnie a besoin de davantage d'employés que Costco. (...) Il y a beaucoup de mythes et de stéréotypes autour de Wal-Mart. Si les gens prenaient le temps de comparer, ils verraient que la compagnie est tout simplement plus efficace que ses concurrents. »

Depuis quatre ans, Wal-Mart figure au palmarès des 50 employeurs de choix au Canada établi par la firme Hewitt & Associés pour le *Globe and Mail* et *La Presse Affaires*.

En 2005, le géant de Bentonville est passé du huitième au 21^e rang.

Le 8 août dernier, Wal-Mart a annoncé une augmentation de salaire moyenne de 6 % au tiers de ses employés aux États-Unis. La décision touchera 1,3 million d'« associés ». En juin 2004, la compagnie avait introduit un système de qualification des types d'emploi. Une première étape vers la restructuration de son système de rémunération.

Selon les opposants à Wal-Mart, cette concession salariale n'est rien d'autre qu'un moyen d'améliorer sa réputation. « C'est un pas en avant et deux en arrière. Wal-Mart devrait avoir honte », conclut Paul Blank, directeur de *WakeUpWalMart*, avant de retourner à sa propre campagne de relations publiques.

L'anti-syndicalisme, un problème américain

VINCENT BROUSSOT-POULIOT

Emblème de l'économie américaine, Wal-Mart a hérité de ses qualités. Et de ses travers.

Comme la plupart des grandes entreprises américaines, Wal-Mart ne porte pas le mouvement syndical dans son cœur. Les employés de Jonquière soutiennent qu'ils l'ont appris à leurs dépens. En avril 2005, la compagnie a fermé le magasin, invoquant des motifs financiers. Un syndicat venait d'être accrédité.

Si le mouvement syndical a obtenu cette demi-victoire, c'est en raison des lois québécoises du travail, plus favorables à la création d'un syndicat. Au Québec, un syndicat se forme généralement dès la majorité des employés a donné son appui. Aux États-Unis, le processus se transforme en campagne électorale couronnée d'un scrutin secret.

Un avantage évident pour l'employeur, croit Gilles Trudeau, professeur en droit du travail à l'Université de Montréal. « Le système reflète bien cette valeur américaine qu'est le libéralisme, dit-il. L'individu doit décider seul. Afin qu'il puisse prendre une décision éclairée, l'employeur a le droit de faire valoir son point de vue au même titre que le syndicat. »

Depuis l'avènement des chartes des droits et libertés, l'employeur québécois peut aussi exprimer son point de vue à ses employés

en période de réflexion. Mais il n'a pas automatiquement droit au scrutin secret comme aux États-Unis. « C'est ce qui heurte les valeurs fondamentales de Wal-Mart en matière de relations du travail, dit le professeur Trudeau. Un scrutin secret crée une période de débat où l'employeur peut expliquer son désaccord de façon raisonnable et réglementée. Comme les sanctions ne sont pas assez sévères, il peut même être tenté de recourir à des stratégies illégales mais payantes. »

Le doctrine de Wal-Mart résiste de moins en moins à l'épreuve du temps. Au Québec, les employés de Saint-Hyacinthe ont obtenu une accréditation syndicale en janvier 2005. Les deux parties négocient présentement leur première convention collective devant un médiateur. Une autre accréditation a été délivrée aux employés du magasin automobile de Gatineau. Deux autres dossiers d'accréditation, à Gatineau et à Hull, sont devant les tribunaux.

Il n'y a pas que les syndicats québécois qui donnent du fil à retordre au plus grand commerçant du monde. En Saskatchewan, les tribunaux doivent trancher sur les accréditations syndicales de trois magasins.

En Chine, Wal-Mart a obtenu plus facilement à l'implantation d'un syndicat affilié au Parti communiste dans cinq de ses 60 magasins la semaine dernière.



PHOTO AY LAPRETE. LOOM ERG

La doctrine de Wal-Mart résiste de moins en moins à l'épreuve du temps et de la syndicalisation. Les « associés » sont de plus en plus nombreux à lui donner du fil à retordre sur le front syndical.

WAL-MART LA MAL-AIMÉE MÊME DE SON EMPIRE

WakeUpWalMart a l'appui de plus de 250 000 Américains. Et de plusieurs témoins du Parti démocrate, dont l'ancien candidat à la vice-présidence, John Edwards.

Les démocrates ont l'habitude de refuser toute contribution de Wal-Mart à leur caisse électorale. Et surtout, de le clamer haut et fort. Même Hillary Rodham Clinton a refusé les dons en provenance de Bentonville. Elle a pourtant été membre du conseil d'administration de Wal-Mart entre 1986 et 1992 — l'année de son arrivée à la Maison-Blanche.

Comme Wal-Mart n'a pas la cote chez les démocrates, la compagnie contribue généreusement à la caisse électorale des républicains, qui récoltent environ 80 % du butin. Même si le fondateur, Sam Walton, mort en 1992, ne voulait rien savoir de la politique. Selon le Center for Responsive Politics, la compagnie de Bentonville a donné 2,5 millions US en contributions politiques en 2003-2004, ce qui la place deuxième parmi les compagnies les plus généreuses du pays selon le *USA Today*.

La guerre du salaire minimum

Les généreuses contributions de Wal-Mart lui procurent une oreille attentive à Washington, surtout en ces temps de règne républicain. Mais l'entreprise essaie de se tenir loin des feux de la rampe.

« Les familles de Chicago ont besoin que nous nous tenions debout avec elles et non avec les compagnies milliardaires, dit le conseiller municipal de Chicago, Joe Moore. Les travailleurs qui respectent les lois devraient gagner un salaire leur permettant de ne pas vivre dans la pauvreté. »

En octobre dernier, son PDG a fait un rare saut dans l'arène politique. Lee Scott a demandé aux membres du Congrès américain d'augmenter le salaire minimum aux États-Unis.

Des conseillers municipaux de Chicago l'ont pris au mot. Le 26 juillet dernier, ils ont voté pour l'imposition d'un salaire minimum dans le secteur du commerce au détail sur le territoire de la ville. Selon la proposition du conseil, le salaire minimum passerait de 5,15 \$ US — le salaire minimum aux États-Unis — à 9,25 \$ US.

Wal-Mart s'est-elle réjouie de cette annonce? Au contraire. Elle a même menacé de reconsidérer ses plans d'expansion dans la Ville des vents.

« Le conseil municipal de Chicago fait erreur. Il ne devrait pas dire

aux résidents de Chicago où magasiner ni leur rendre l'accès plus difficile à des emplois », a déclaré Michael Lewis, vice-président à l'exploitation, à l'Associated Press.

Il a précisé que le salaire de départ chez Wal-Mart, de 7,25 \$US l'heure, est largement supérieur au salaire minimum en vigueur au pays.

Wal-Mart n'est pas le seul commerçant à avoir menacé de plier bagages. Selon la BBC, son concurrent Target attend aussi la conclusion du dossier afin d'annoncer ses plans d'expansion.

La balle est maintenant dans le camp du maire de Chicago, qui doit utiliser son veto avant le 13 septembre prochain pour suspendre l'entrée en vigueur de la décision. Le cas échéant, il forcera un deuxième vote au conseil

agissons ainsi, les magasins iront en banlieue. Nous perdrons alors des emplois et des revenus en taxes de vente au profit des banlieues », a-t-il déclaré le 24 juillet.

Le père de la résolution, le conseiller Joe Moore, n'a cure des arguments du premier magistrat de la ville.

« Les familles de Chicago ont besoin que nous nous tenions debout avec elles et non avec les compagnies milliardaires, dit-il. Les travailleurs qui respectent les lois devraient gagner un salaire leur permettant de ne pas vivre dans la pauvreté. »

Joe Moore se sent investi d'une mission. Dans ses discours, il compare sa croisade à celle de Franklin D. Roosevelt. Le président démocrate avait introduit le salaire minimum aux États-Unis, en 1938.

AUTRE TEXTE

À lire lundi en page 2 de *La Presse Affaires*: La formule Wal-Mart pas toujours exportable.



PHOTO SCOTT OLSON, GETTY IMAGES

Les conditions de travail des employés de Wal-Mart aux États-Unis suscitent des échanges de plus en plus vifs. À Chicago, ces manifestants sont dernièrement venus au conseil municipal exprimer leur inquiétude quant à l'avenir de leurs emplois. Les élus ont l'intention de forcer le géant commercial à hausser le salaire minimum de ses employés. Les travailleurs craignent que cette résolution incite Wal-Mart à démissionner.

Doit-on acheter des actions de Wal-Mart?

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Dans la vie comme à la Bourse, la colère est mauvaise conseillère.

Mais une fois la poussière retombée, la question existentielle demeure : les investisseurs québécois déchirés entre leur solidarité envers les travailleurs de Jonquière et la croissance de leur portefeuille doivent-ils acheter des actions de Wal-Mart?

D'un côté de la médaille : l'aspect boursier. L'action du géant américain a beau avoir perdu 7,5 % de sa valeur depuis un an, elle n'en demeure pas moins un bon achat au prix actuel de 44,69 \$ US, selon François Rochon, président de Giverny Capital, une firme de gestion de portefeuilles.

Les syndicalistes québécois seront déçus d'apprendre que la baisse de l'action de Wal-Mart n'est pas liée à ses ennuis en matière de relations du travail mais bien à la santé économique fragile de nos voisins du Sud.

« Wal-Mart est tributaire de l'économie américaine. Son action a diminué surtout pour des

raisons macroéconomiques », dit M. Rochon.

Le mouvement syndical aime bien comparer Wal-Mart à Costco.

À la Bourse, les deux commerçants de détail sont une autre fois aux antipodes. Depuis l'an dernier, l'action de Costco a procuré un rendement de 19,7 %. Mais le titre ne parviendra pas à surpasser celui de Wal-Mart bien longtemps, croit M. Rochon.

« Les profits de Wal-Mart ont monté en moyenne de 14 % par année depuis cinq ans. Ce n'est pas que la compagnie a eu des problèmes, c'est que la perception du marché a changé. La Bourse a des hauts et des bas, et pas toujours pour des raisons rationnelles », dit-il.

En résumé : l'action de Wal-Mart est sous-estimée par les investisseurs, celle de Costco s'échange à une valeur ne justifiant pas ses bénéfices futurs.

« Il y a de meilleurs achats à faire sur le marché du commerce au détail présentement, mais je conseille d'acheter des actions de Wal-Mart, dit M. Rochon. Il ne faut pas s'attendre à ses croissances faramineuses, mais

on parle d'un rendement potentiel de 12 % par année. C'est l'une des entreprises les mieux gérées sur le marché et elle récompense généralement bien ses actionnaires. »

Malgré des derniers mois difficiles, le marché n'a pas perdu confiance en Wal-Mart. Loin de là.

La baisse de l'action de Wal-Mart n'est pas liée à ses ennuis en matière de relations de travail mais bien à la santé économique fragile de nos voisins du Sud.

La compagnie de Bentonville bénéficie d'ailleurs de l'appui du plus grand investisseur au monde, Warren Buffett. En date du 31 décembre 2005, l'Oracle d'Omaha détenait 19,9 millions d'actions de Wal-Mart, soit 0,5 % de l'entreprise. La valeur de sa mise par le truchement sa société Berkshire Hathaway : 944 millions de dollars américains.

« Il a toujours dit du bien de Wal-Mart, dit M. Rochon. Il a même reconnu avoir fait une er-

reur en 1997 en n'achetant pas suffisamment d'actions. Et Buffett ne se trompe pas souvent. »

Wal-Mart, cible de l'investisseur responsable

L'envers de la médaille : la responsabilité sociale des investisseurs. Certains préfèrent se priver plutôt que d'encaisser les

profits de Wal-Mart.

La firme Groupe investissement responsable (GIR) gère les droits de vote de cinq milliards d'actifs. Elle tente de réformer les compagnies de l'intérieur. Une tâche titanesque. Surtout dans le cas du géant de Bentonville.

« Wal-Mart refuse de reconnaître la liberté d'association, dit le PDG, François Rebello. La compagnie a des pratiques qui peuvent sembler antisyndicales. Elle doit changer d'approche et reconnaître

ce droit fondamental reconnu par le droit international. »

Selon GIR, le changement de cap serait bénéfique au plan social, éthique... et économique. Car traîner cette réputation anti-syndicale n'est pas bon pour les affaires.

« Il y a des coûts de marketing importants. Il faut aussi donner plus d'argent aux organismes locaux, conclut M. Rebello. Le

taux de roulement de la main-d'oeuvre est aussi plus élevé. Et il n'y a pas besoin d'avoir un boycottage généralisé pour que la rentabilité soit compromise. On l'a vu récemment : les stationnements ne sont pas déserts mais la croissance de Wal-

Mart est moins importante que prévue.

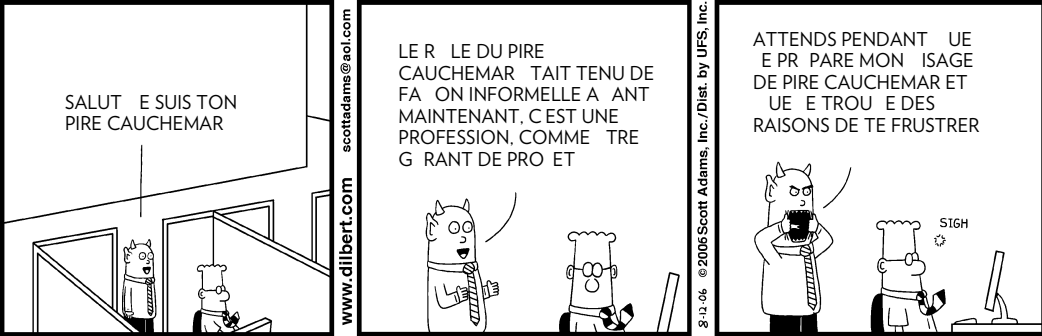
« Il y a toujours un risque à la mauvaise publicité. D'ailleurs, Wal-Mart n'a pas investi de l'argent dans une campagne d'achat au Québec pour rien. »

À l'automne 2005, Wal-Mart a annoncé une campagne visant à acheter davantage de produits du Québec.

En 2004, 1300 fournisseurs québécois ont vendu pour plus d'un milliard et demi de dollars au géant de Bentonville.

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



BIEN Y PENSER

Pensez à la manière dont les entreprises se comportent. — Anne Françoise Rinalini

SUDOU

5		8	3		1
	1		4	8	6
		7	2		
3	5	7			1
7			9		
			8		4
	3				
		1		2	7
4			1		

Niveau de difficulté : DIFFICILE 0381

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	9	2	7	5	3	4	6	8
4	6	3	8	2	9	7	5	1
5	7	8	4	6	1	9	3	2
9	8	4	3	1	5	6	2	7
6	1	7	9	8	2	3	4	5
3	2	5	6	7	4	1	8	9
8	4	1	2	3	7	5	9	6
2	5	9	1	4	6	8	7	3
7	3	6	5	9	8	2	1	4

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0380

POUR NOUS CONTACTER : La Presse Affaires, 1100, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1P4 lapresseaffaires.com

Apple prévoit des changements significatifs de ses résultats

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le fabricant informatique américain Apple a annoncé hier qu'il prévoyait d'effectuer des « changements significatifs » à ses résultats trimestriels du troisième trimestre (clos fin juin), dans un document transmis aux autorités boursières américaines (SEC). En raison d'une enquête interne en cours sur des irrégularités dans l'attribution de stock-options, Apple va devoir réviser ses résultats financiers sur plusieurs périodes pour prendre en compte des charges liées à ses

pratiques d'attributions de stock-options.

Apple précise qu'il « n'a pas déterminé le montant » de ces charges ni « leur impact comptable et fiscal ».

Cependant, le fabricant informatique « anticipe qu'il y aura des changements significatifs dans ses résultats du trimestre clos le 1^{er} juillet 2006 (...) incluant des augmentations significatives des recettes et dépenses de la société », selon le document transmis à la SEC.

Le 29 juin dernier, Apple avait annoncé avoir commis des irrégularités dans certaines attribu-

tions de stock-options intervenues entre 1997 et 2001. Une des attributions présumées irrégulières concernait le PDG Steve Jobs.

Le 19 juillet, le groupe avait publié un bénéfice net en hausse de 47,5 % sur son 3^{ème} trimestre, clos fin juillet, à 472 millions de dollars US.

Calculé par action, le bénéfice du trimestre ressortait à 54 cents contre 37 cents il y a un an et alors que les analystes tablaient sur un BPA de 44 cents.

À la Bourse de New York, le titre Apple a perdu 0,66 % à 63,65 \$US.

Tremblant lance des actions

TREMBLANT

Site de la page

« Je n'ai aucune inquiétude à ce sujet », a confié en entrevue Joe Houssian, PDG d'Intrawest.

« Nous croyons que c'est un prix très juste et le comité de direction recommande l'acceptation par les actionnaires », a commenté le dirigeant.

Wesley R. Edens, directeur et président du comité de gestion de Fortress, a de son côté exprimé sa satisfaction dans un communiqué. « Nous saisissons la chance de poursuivre l'évolution d'Intrawest et d'en faire un leader mondial du secteur des loisirs. Nous sommes impatients de travailler avec sa direction, ses employés et ses partenaires. »

Le siège social d'Intrawest a de fortes chances de demeurer à Vancouver avec l'équipe de direction actuelle, a souligné un porte-parole de l'entreprise. En gros, seuls les proprios changeront.

Et qu'advient-il de Mont-Tremblant ? La station québécoise occupera une place centrale dans les plans de Fortress, selon le PDG d'Intrawest. « Nous avons une stratégie à long terme pour Tremblant et ils la supportent pleinement », a affirmé Joe Houssian.

Le vaste projet de développement immobilier Versant Soleil, par exemple, sera poursuivi tel que prévu, a souligné M. Houssian. « Nous n'avons pas eu à inscrire de clause (dans l'accord de vente) pour leur demander de continuer. Ils veulent continuer. Ils ont visité Tremblant et ils pensent que c'est le plus excitant de tous nos centres de villégiature. »

À la Ville de Mont-Tremblant, on est aussi confiant de voir les divers projets suivre leur cours. « On a des protocoles d'entente de signés avec Intrawest qui protègent ces développements-là à l'intérieur d'une nouvelle transaction », a expliqué le maire suppléant Luc Brisebois. L'élu est par ailleurs rassuré de

voir que l'équipe de direction demeurera la même à la station. « Ça ne nous inquiète pas particulièrement », a-t-il dit.

La vente à des intérêts américains n'émeut pas non plus les employés. Après avoir fait la grève pendant des semaines l'hiver dernier, ils ont signé une convention collective valide jusqu'en octobre 2010, a souligné le président du syndicat Benoît Filion. Ils auront l'esprit tranquille pour quelques années.

« Ça ne change pas grand-chose, a-t-il dit. Pour ce qui est du cachet local, plus québécois de Tremblant, que ce soit Intrawest ou une compagnie américaine, on va toujours s'assurer de le conserver. »

La transaction avec Fortress viendra mettre un terme à plusieurs mois de démarches pour Intrawest. Poussé par son actionnaire majoritaire, Pirate Capital, la société canadienne avait commencé l'hiver dernier à chercher divers moyens de « créer de la valeur » pour ses actionnaires. La vente de tous les actifs s'est finalement imposée.

Le prix payé est supérieur de 20 % à la clôture de l'action au 27 février, la veille du jour où la Intrawest s'est officiellement mise en vente. Le prix de 2,8 milliards convenu hier inclut la prise en charge de la dette de 950 millions.

Au-delà de la brève déclaration écrite de Wesley R. Edens, Fortress s'est fait avare de commentaires sur son nouvel achat. L'entreprise de gestion de placements et d'actifs est généralement très discrète au sujet de toutes ses transactions. La société à capital fermé va d'ailleurs sortir Intrawest de la Bourse. « Nous gérons des actifs de 23 milliards de dollars, principalement pour des investisseurs institutionnels, et notre philosophie, c'est de ne jamais parler aux médias de nos investissements car on prend ce que l'on fait très au sérieux », dit Lilly Donohue, directrice générale chez Fortress, jointe à New York.

Aeterna réduit sa perte

FRANCIS HIGGINS
LE SOLEIL

La société biopharmaceutique Aeterna Zentaris a subi une perte nette de 1,6 million au deuxième trimestre de 2006, soit un million de dollars de moins qu'à l'exercice précédent.

Cette deuxième baisse de suite représente une chute de 3 cents par action, selon les résultats financiers déposés hier. Au même moment l'an dernier, l'entreprise dont le siège social est installé à Québec notait plutôt un bénéfice de 13,3 millions, un chiffre gonflé par l'entrée en Bourse d'une filiale.

Le début de 2006 a été marqué par une baisse des revenus de licences et la hausse des investissements en recherche et développement. Par communiqué de presse,

le président d'Aeterna, Gilles Gagnon, a attribué le regain des derniers mois à des progrès dans le développement de certains produits. Par exemple, l'entreprise a obtenu l'autorisation de vendre un médicament pour la fécondation in vitro au Japon.

Aeterna a enregistré des revenus de 83,4 millions dans le trimestre prenant fin le 30 juin, comparativement à 60,1 millions au même moment en 2005. Ses investissements en recherche et développement ont augmenté de 21 % pendant que ses frais généraux gonflaient de 55 %.

Atrium en hausse

Si Aeterna a réduit sa perte, c'est en partie en raison de la hausse du bénéfice net de sa filiale Atrium Biotechnologies, qui a rapporté 1,1 million. Sans l'appel

public à l'épargne d'Atrium l'an dernier, Aeterna aurait dû éponger une perte de 3,1 millions.

Aussi installé dans la capitale, Atrium fabrique des produits pour les secteurs des cosmétiques, de la pharmacutique, de la chimie et de la nutrition. Son bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2006 a augmenté de 59 % pour atteindre 7 millions. À pareille date l'an passé, il était de 4,5 millions.

La bénéfice a donc grimpé de 21 cents par action, même si la société a haussé le nombre d'actions en circulation. Ses revenus ont augmenté de 48 % avec 83,5 millions.

Aeterna possède plus de 48 % de sa filiale Atrium et 64 % des droits de vote. Hier, à la Bourse de Toronto, l'action d'Aeterna a pris 1 cent à 5,94 \$ et celle d'Atrium a perdu 65 cents à 16,15 \$.

Le plein à 300 \$

PICHER

Site de la page

Surtout à cause de la demande chinoise, où les ventes ont augmenté de 80 % depuis deux ans. Les besoins pétroliers chinois deviendront énormes, et les prix monteront en conséquence. Et c'est sans compter l'Inde, l'Amérique latine et les pays issus du démembrement de l'empire soviétique. Partout, la classe moyenne prend de l'ampleur, et tout ce monde achète des voitures comme jamais auparavant.

Dans ces conditions, plusieurs spécialistes s'attendent à ce que le

Raccourci facile, mais qui ne correspond à aucune réalité.

Selon les chiffres d'Environnement Canada, ces procédés industriels, c'est-à-dire les industries chimiques, les sidérurgies, les alumineries, la production de ciment, de chaux, de fonte, de bicarbonate de soude, tout cela mis ensemble, sont responsables de seulement 7 % des gaz à effet de serre émis au Canada, contre 9 % en 1990. Non seulement ces « gros pollueurs » ne comptent que pour une petite fraction des milliers de tonnes de cochonneries que le Canada envoie dans l'atmosphère à chaque année,

1990, il faudrait que chaque ménage coupe sa consommation d'électricité de 41 %. Il faudrait aussi demander le même sacrifice aux usines, aux commerces, aux bureaux, aux hôpitaux, aux écoles. On voit d'ici les perturbations que cela pourrait entraîner.

Le deuxième coupable, c'est l'automobile, avec 16 % des émissions. En fait, il serait plus exact d'accuser les VUS, fourgonnettes et autres camions légers. En 1990, ces véhicules énergivores ont émis 21,7 millions de tonnes, contre 41,9 millions de tonnes en 2003, un bond insensé de 93 %. Et tout indique que le tendance s'est poursuivie entre 2003 et aujourd'hui.

C'est inévitablement sur ce front que les gouvernements vont agir. On peut certes penser à hausser les droits d'immatriculation ou introduire le péage sur les routes. Cela ne donnera pas grand chose. Il faut prévoir que les administrations publiques vont frapper là où ça fait mal, c'est-à-dire augmenter les taxes sur l'essence de façon substantielle, comme en Europe.

Présentement, l'essence se vend aux alentours de 1,20 \$ le litre à Montréal. C'est 20 % de plus que l'an dernier, mais cela n'a pas découragé le moins du monde les automobilistes, qui continuent à utiliser massivement leurs véhicules comme si de rien n'était. À partir de quel montant délaisseront-ils leur voiture pour adopter le transport en commun ou le co-voiturage ? Deux dollars le litre ? Trois, quatre ?

Il ne faudrait pas se surprendre, si on continue à rouler dans des voitures aussi énergivores, qu'un plein d'essence ne se calculera plus en dizaines, mais en centaines de dollars d'ici quelques années.

Plusieurs spécialistes s'attendent à ce que le prix du baril franchisse le seuil des 100 \$ US d'ici un an ou deux, peut-être avant. Ce n'est pas tout.

Le prix du baril franchisse le seuil des 100 \$ US d'ici un an ou deux, peut-être avant.

Ce n'est pas tout. Même si le gouvernement Harper prend ses distances à l'égard du protocole de Kyoto, le Canada n'a pas le choix : il doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

La feuille de route du Canada, en matière de pollution, est pitoyable, bien pire en fait que celle des États-Unis. Entre 1990 et 2003, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques complètes, le Canada a augmenté ses émissions de gaz à effet de serre de 24 %, contre seulement 13 % pour les États-Unis.

Quand on pense aux gaz à effet de serre, on est spontanément porté à blâmer les « gros pollueurs », c'est-à-dire les grandes entreprises manufacturières engagées dans les secteurs les plus nuisibles à l'environnement.

mais ils figurent aussi parmi ceux qui ont fait le plus d'effort pour corriger la situation.

Mais qui sont donc les grands coupables ?

En premier lieu, la production d'électricité et de chaleur, qui représente à elle seule 18 % des émissions. Le Québec n'est pas tellement touché par cela, parce que la production hydroélectrique ne produit pas de gaz à effet de serre. En revanche, les grosses centrales thermiques des autres provinces, principalement de l'Ontario, ont craché 134 millions de tonnes de déchets dans l'atmosphère en 2003, contre 95 en 1990, une hausse de 41 %.

Or, il est extrêmement difficile de réduire les émissions à ce chapitre. Pour cela, il faudrait demander aux familles, qui représentent plus de la moitié de la combustion, de réduire drastiquement leur consommation. Uniquement pour revenir au niveau de

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Abonnez-vous au site de nouvelles financières et économiques le plus consulté au Québec... **C'EST GRATUIT**

AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRES BOURSIÈRES
Devenez Trader, apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus. Maison/bureau temps plein/partiel. Formation intensive et suivi personnalisé en temps réel.
• Cours Actions 7 jours : 14 oct. et 16 déc.
• Cours Options 2 & 3 jours: 16 sept, 28 oct-2 déc
☎ (514) 666-0306 / 1 (877) 309-0123
www.daytradercanada.com

CHEF ou cuisinier(ère) d'expérience pour prendre la responsabilité de gérer une cuisine dans un resto-bar, *possibilité de partenariat*. Références récentes exigées. Appelez Bob 514-792-3288 de midi à 16h ou pagette: 514-741-7446

OCCASION RARE. Entreprise établie unique dans son domaine, sans compétition et avec carnet de commandes recherche partenaire financier. Investissement total: 200 000 \$, 514-730-2958.

RESTAURANT de déjeuners situé à Montréal, faisant partie d'une bannière reconnue, établie depuis 10 ans, très bon chiffre d'affaires. M. Limoges, Crtr. Abitation Services Imm., 450-419-7777

SALON DE BRONZAGE, BONNE CLIENTÈLE. Montréal-Est, 514-777-9841, 514-866-9841.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

STE-JULIE (Rive-Sud)
OCCASION UNIQUE
PLACEMENT IMMOBILIER
INVESTISSEZ DANS UN CONDO À REVENUS LOCATIFS
GARANTIE DE RENDEMENT
5 ANS SANS SOUCI / GESTION INCLUSE
450-733-0700

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)
HYPOTHÈQUES & PRÊTS COMMERCIAUX
Minimum 50 000 \$ - court terme min. 3 mois
PRIVÉ (514) 232-8628

PRÊTEZ votre argent particulier à particulier par **PRETBEC crtr Agréé et Finances.** 26-39-65 mois. Marcel Paiement **450-688-7212**

AVIS

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

RECHERCHE UNE DONNEUSE D'OVULES de 35 ans et moins en bonne santé et qui a eue la chance d'être maman. Si vous désirez faire cette démarche dans un but purement altruiste, veuillez nous contacter: 2006, CP Richelieu, QC, J3L 6W6

Air Canada volera de ses propres ailes

STÉPHANE PAQUET

C'est peut-être le début de la fin pour ACE Aviation. Et les actionnaires aiment ça.

La société mère d'Air Canada a clarifié ses plans hier en ce qui concerne le plus important transporteur canadien : une partie de son capital sera lancé en Bourse d'ici la fin de l'année. L'objectif ? Donner du tonus au titre d'ACE Aviation.

Cette initiative, combinée à d'autres, « devrait aider à libérer tout le potentiel que recèlent les actifs d'ACE et que le marché n'a pas encore reconnu à sa juste valeur », soutient Robert Milton, le PDG du groupe.

Le marché, justement, a apprécié. Hier matin, au son de la cloche, le titre a fait un bond de plus de 9 %. Il s'est par la suite replié un peu pour finir la journée à 29,83 \$. Une hausse de 6,5 %.

Jacques Kavafian, analyste chez Research Capital à Toronto, suit les hauts et les bas d'Air Canada depuis 1989. Pour lui, l'annonce d'hier envoie un message clair : « Nous croyons qu'ACE n'existera plus comme entité. »

Et Robert Milton, qui a déjà évoqué son intention de quitter la société, n'a rien dit pour le contredire. Au contraire. « Nous sommes arrivés à la conclusion, a dit le grand patron, qu'ACE n'a besoin d'être propriétaire d'aucune des compagnies qu'il détient. »

Autrement dit, après avoir fait

d'Aéroplan et Air Canada Jazz des fiduciaires de revenus et après avoir rouvert une partie du capital d'Air Canada à la fin de la présente année, toutes les filiales pourraient bien apprendre à voler de leurs propres ailes. Sans société pour les chapeauter.

Les services techniques

Il reste aussi les services techniques d'ACE, l'entreprise ACTS. Mais à entendre les dirigeants d'ACE dans le cadre de la présentation des résultats du deuxième trimestre, les acquéreurs potentiels se bousculent déjà au portillon. Son sort devrait être réglé « d'ici la fin de l'année ou le début de la prochaine ».

L'avantage de laisser partir les filiales est évident, selon les calculs de M. Kavafian. Des calculs où la somme des parties dépassent largement le tout. Valeur d'Air Canada, selon lui : 18,30 \$ l'action. Celle d'Aéroplan : 18,30 \$ aussi. Jazz : 11 \$. Et ACTS : 5 \$. Total : 52,60 \$, soit 76 % de plus que la valeur du titre d'ACE à la fermeture hier.

Que ce soit avec ou sans la présence d'ACE, Air Canada aura toujours un défi à surmonter, le prix du carburant. Au deuxième trimestre, la facture du précieux liquide a atteint 628 millions, en hausse de 101 millions par rapport à l'an dernier. Les consommateurs doivent donc s'y faire. Air Canada leur a refilé sans l'annoncer cette semaine une nouvelle hausse du prix des billets. La raison invoquée : le prix du baril de pétrole qui monte toujours. L'augmentation varie de trois à sept dollars par aller simple. Mais seulement au Canada.

Le prix du carburant n'a d'ailleurs pas empêché ACE de présenter un bénéfice net de 236 millions (2,05 \$ par action) au deuxième trimestre, en hausse de 40 % par rapport à la même période l'an dernier. Une bonne partie de ce bénéfice (100 millions avant impôts) est attribuable à la vente de



PHOTO MARTIN TREM LAY, LA PRESSE

Pour le PDG du groupe, le marché n'a pas encore reconnu à sa juste valeur le potentiel d'ACE.

3,25 millions d'actions de US Airways.

ACE a aussi engrangé un gain de 107 millions lié aux taux de change. « Nous estimons qu'en excluant ces éléments, en tenant compte des impôts, les résultats étaient d'environ 0,76 \$ par action, en conformité

avec notre prévision de 0,75 \$ et meilleurs que le consensus de 0,69 \$ », écrivent Ray Neidl et Christine Min, de Calyon Securities, dans une note aux investisseurs. Calyon, qui fait partie du Crédit Agricole, suggère l'achat du titre avec un prix cible de 39 \$.

UNE AUTRE HAUSSE DE TARIFS

- > Jusqu'à 300 milles : 3 \$
- > 301 à 1000 milles : 5 \$
- > 1001 milles et plus : 7 \$

Par aller simple, au Canada seulement

Source : Air Canada

Les excédents de Desjardins baissent de plus de la moitié

PRESSE CANADIENNE

LÉVIS — Le Mouvement des caisses Desjardins a rapporté hier qu'il a enregistré des excédents cumulés après ristournes aux membres de 114 millions au cours de son deuxième trimestre terminé le 30 juin dernier, soit moins de la moitié de ceux réalisés un an auparavant.

Au deuxième trimestre de 2005, les excédents après ristournes aux membres avaient totalisé 239 millions.

Avant les ristournes aux membres, les excédents de Desjardins pour le deuxième trimestre sont de 190 millions, comparativement à 295 millions au trimestre correspondant de 2005.

De fortes pressions

L'institution a expliqué dans un communiqué que cet écart « s'explique principalement par la compression de la marge bénéficiaire et des dépenses d'exploitation plus élevées ».

« La marge bénéficiaire nette, après la prise en compte de la portion des revenus d'intérêts liés aux activités de négociation et de placement, a subi de fortes pressions résultant en une baisse marquée par rapport au deuxième trimestre de 2005 qui, rappelons-le, avait bénéficié d'une forte augmentation des revenus découlant de la fluctuation de la juste valeur des produits dérivés. »

Desjardins a précisé que ces

pressions découlent de la forte concurrence dans l'industrie des services financiers et expliquent les initiatives importantes qu'elle a prises pour mieux soutenir son développement et consolider sa position dans le marché.

Pour le dernier trimestre complété, les ristournes aux membres s'établissent à 111 millions, contre 79 millions un an auparavant.

Le calcul des ristournes aux membres pour le deuxième trimestre de 2006 tient compte d'une somme de 35 millions liée au recouvrement de l'impôt afférent — contre 23 millions un an plus tôt.

Le revenu total de Desjardins pour le deuxième trimestre de 2006 a été de 2,25 milliards, contre 2,29 milliards un an plus tôt.

EN BREF

Progrès des ventes chez IPL

Les ventes du fabricant de produits de plastique IPL, de Saint-Damien, au sud de Québec, ont progressé de près de 20 % au troisième trimestre, mais des éléments non récurrents sont venus creuser sa perte. Celle-ci s'établissait à 698 000 \$, contre une perte de 354 000 \$ au même trimestre l'an dernier. Ce bilan négatif tient compte de charges de 5,7 millions, dont une dévaluation de 2 millions de son usine de Windsor, en Ontario. En excluant toutes les charges ponctuelles, IPL aurait enregistré un profit de 1,9 million, précise l'entreprise. Celle qui fabrique notamment des bacs à recyclage et des pièces de moto-neige a toutefois réussi à augmenter ses ventes. Elles ont progressé de 17,6 % à 66,8 millions pour le trimestre. Elles sont également en hausse pour les neuf premiers mois de l'année financière à 165 millions contre 154 millions l'an dernier. Le président et chef de la direction d'IPL, Serge Bragdon, s'est dit « satisfait des progrès réalisés » pendant le trimestre. « Notre pénétration sur le marché américain se poursuit malgré la vigueur persistante du dollar canadien », précise-t-il. IPL souligne également que les efforts pour améliorer la productivité commencent à porter fruits. L'entreprise, qui comptait quelque 1200 employés il y a deux ans, en a maintenant 1100. Y aura-t-il d'autres mises à pied ? « Pas de façon majeure », a précisé M. Bragdon en entrevue. Après l'annonce des résultats, le titre d'IPL a pris 18,7 % à 5 \$, lui qui avait frôlé les 12 \$ en janvier 2003.

SR Telecom réduit sa perte

SR Telecom a réduit sa perte au cours du deuxième trimestre, la faisant passer de 30,7 millions l'an dernier, à 17,3 millions cette année. Par action, la perte nette de l'entreprise pour la période de trois mois terminée le 30 juin est de 0,02 \$, contre 1,74 \$ un an plus tôt. Les revenus d'exploitation totaux de SR Telecom se sont élevés à 19,4 millions, comparativement à 14,3 millions un an auparavant. La hausse est de 35,6 %. La compagnie a précisé hier que ses produits d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2006 sont plus faibles que prévu puisque les expéditions de produits ont enregistré des retards. Le président et chef de la direction de SR Telecom, Serge Fortin, a expliqué que la croissance des revenus est encourageante, mais qu'elle n'a pas répondu aux attentes de la direction.

R La technologie hybride du Lexus RX 400h réduit les émissions et la consommation, tout en offrant des performances hors pair. Le tout sous la forme d'un véhicule de luxe qui établit les normes dans sa catégorie. Plaisir accru pour le conducteur... et moins d'ennuis pour notre planète. Partez en quête du moment.

RESPONSABILITÉ SOCIALE. PLAISIR PUREMENT ÉGOÏSTE. LE TOUT SOUS LA FORME D'UN MOMENT D'EUPHORIE.



LEXUS RX 400h 2006

- V6 avec moteurs d'entraînement électriques avant et arrière
- Traction intégrale sur demande • Gestion intégrée de la dynamique du véhicule (VDIM) • Phares à décharge haute intensité (HID)
- Système d'éclairage avant adaptatif (AFS) • Intérieur garni de cuir
- Système audio haut de gamme à 8 haut parleurs avec changeur automatique à 6 disques compacts monté dans le tableau de bord
- Panneau de toit transparent, relevable et coulissant à commande assistée • Hayon arrière assisté • De 0 à 60 mi/h en 7,3 secondes

LOCATION DE 48 MOIS

678\$^{*} / MOIS

OBTENEZ

2 MENSUALITÉS GRATUITES À LA LOCATION* OU REMISE ÉQUIVALENTE À L'ACHAT SUR TOUS LES RX 400h 2006**



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

GABRIEL LEXUS, ST-LAURENT (514) 747-7777 LEXUS LAVAL (450) 686-2710 PRESTIGE LEXUS, BROSSARD (450) 923-7777 SPINELLI LEXUS LACHINE (514) 634-7171 SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE (514) 694-0771

* Offres de location au détail valables sur le modèle RX 400h 2006 SFX P* neuf en stock. Mensualité de location pour un Lexus RX 400h 2006 SFX P* : 678,01 \$ / 48 mois - Acompte ou échange équivalent : 10 609 \$. Première et deuxième mensualités de 0 \$ et dépôt de sécurité de 0 \$ sur le modèle RX 400h 2006 SFX P* neuf en stock, pour un terme de location de 48 mois. Dans l'éventualité où un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois, un rabais représentant le coût de deux mensualités basées sur un terme de 48 mois sera accordé (taxes incluses). Financement à la location de 49 %. Ces offres s'appliquent à des plans de location de 48 mois de SFL, sur approbation du crédit. Ces offres s'appliquent uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Limite de kilométrage : 24 000 km par an. Frais de Q15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (Q10 \$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location). Frais de transport et de préparation en sus. PDSF : 61 200 \$. Taxes, immatriculation et assurances en sus. ** L'offre de deux mensualités gratuites à la location (taxes incluses) ou remise à l'achat équivalant à deux mensualités de location basées sur un terme de 48 mois (calculée avec 0 \$ comptant), sont applicables à la location ou à l'achat du modèle RX 400h 2006 neuf en stock. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 31 août 2006. Le modèle peut être montré avec un équipement en option.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

ERRATUM  **VACANCES transat**

Publicité de Vacances Transat et Club Voyages, cahier Vacances voyage du 12 août 2006.

Veillez noter que le prix annoncé pour la Riviera Maya est valide pour les départs du vendredi. Un supplément s'applique pour les départs du dimanche.

Nous sommes désolés pour les inconvénients et nous vous remercions de votre compréhension.

BEST BUY **AVIS DE CORRECTION**

A notre précieuse clientèle: Nous sommes désolés des inconvénients qu'aurait pu causer toute erreur dans notre circulaire du 11 au 17 août. «Carte vidéo AGP de 256 Mo GeForce 5500 de NVIDIA Jupiter Digital». Ce produit est annoncé sur la page 8 de notre circulaire du 11 août avec la description «PCI-E également disponible» au lieu de «PCI également disponible». UGS: 10074774

Commission de la construction du Québec

APPEL D'OFFRES PUBLIC # 500592

INFORMATIQUE ACQUISITIONS D'ÉQUIPEMENTS ET SERVICES D'ENTRETIEN

La Commission de la construction du Québec demande des soumissions en vue d'accorder un contrat d'un terme de trois ans visant à obtenir des services :

- d'approvisionnement en équipements et matériel informatique;
- de garanties prolongées sur place pour les acquisitions d'équipements;
- d'entretien sur place du parc d'équipements informatiques réparti sur le territoire de la province de Québec;
- d'assistance conceptuelle;
- déploiement de systèmes.

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues au cahier des charges, qui peut être obtenu à compter de **10 h (heure locale), le lundi 14 août 2006 jusqu'au vendredi 18 août 2006 à 16 h 30**, en s'adressant à :

Comission de la construction du Québec
Monsieur Louis Théoret
 Agent d'approvisionnement
 3550, rue Froisher, 2^e étage
 Montréal (Québec) H3R 2H2
 Tél. : (514) 341-7740, poste 6218
 Courriel : approvisionnement@ccq.org

Un montant de 50,00 \$ l'exemplaire complet (chèque visé, mandat ou argent comptant) payable à la Commission de la construction du Québec est requis pour l'obtention des documents. Ce montant n'est pas remboursable.

Seuls sont admis à soumissionner, les fournisseurs qui auront obtenu les documents d'appel d'offres directement auprès de la Commission de la construction du Québec.

L'heure, la date et l'endroit pour la remise des soumissions sont fixé à **10 h 30, le 6 septembre 2006** à l'endroit mentionné ci-dessus. L'ouverture des plis, en présence des soumissionnaires, suivra immédiatement l'heure limite fixée pour le dépôt des soumissions.

La Commission de la construction du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'encourt aucune obligation envers les soumissionnaires.

Alain Dumulong
 Chef de section
 Gestion des approvisionnements

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Québec **APPEL D'OFFRES**

PROJET : RÉFECTION PARTIELLE DE LA TOITURE AU 1255, BEAUREGARD A LONGUEUIL

Propriétaire : Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Architecte : Architecture Labbé et Associés inc.
 F. Éric Labbé, architecte

35, Rabastalière Est, St-Bruno de Montarville, (Québec) J3V 2A4
Téléphone : 450-441-4004. Télécopieur : 450-441-0637

L'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie demande des soumissions pour le projet mentionné en titre. Les documents contractuels pourront être obtenus au bureau de l'architecte contre un chèque visé non remboursable de cinquante dollars (50 \$) émis à l'ordre du propriétaire à compter du **lundi 14 août 2006 à 15 heures**

Les soumissions devront être accompagnées d'une garantie de soumission correspondant à (16 000 \$), sous forme de cautionnement ou d'un chèque visé correspondant à (8 000 \$) payable à l'ordre du propriétaire, valide pour une période de **quatre-vingt-dix (90) jours** de la date d'ouverture des soumissions.

Les soumissions seront reçues au bureau de Monsieur Pierre-Klébert Charles, chef de service par intérim des ressources matérielles, à l'adresse suivante:

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
 1255, rue Beauregard, Longueuil, (Québec), J4K 2M3

Et ce, **avant le mardi 5 septembre 2006 à 15 heures**, heure locale en vigueur pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou territoire visé par cet accord et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Visite d'information : Pendant la période de soumission, aura lieu une visite des lieux le **lundi 21 août 2006 à 9 h 30**. Lors de cette visite, l'architecte répondra aux questions des soumissionnaires. Tous les soumissionnaires seront considérés comme ayant visité les lieux et aucune réclamation pour manque de connaissance des lieux ne pourra être soumise ni acceptée.

Pour toute demande concernant les documents d'appel d'offres, les soumissionnaires doivent s'adresser à l'architecte.

L'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL N° : 500-17-032286-067

CHARLIE STONE, Demandeur

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA, THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA, THE HONORABLE JIM PRENTICE, *ex-qualité* of MINISTER OF INDIAN AND NORTHERN AFFAIRS, et EDWARD HORNE *Défendeurs conjoints et solidaires*

PAR ORDRE DU TRIBUNAL :
 ORDRE est donné à :
 - EDWARD HORNE:

de comparaître dans un délai de trente (30) jours de la date de cette publication, soit personnellement ou par avocat, au greffe de cette Cour situé au Palais de Justice de Montréal, 1^{er} est, Notre-Dame, en la Ville de Montréal, Province de Québec, H2Y 1B6, salle 1-140.

Une copie de la Requête introductive d'instance d'une action en dommages, de même que la Liste des Pièces et l'Avis aux Défendeurs ont été déposés au greffe du Tribunal.

Montréal, ce 9 août 2006

MICHEL PELLERIN
 GREFFIER ADJOINT 3421611A

Quiznos est à la recherche de franchisé(e)s à Montréal !

Quiznos Sub

SÉMINAIRE D'ACQUISITION D'UNE FRANCHISE QUIZNOS GRATUIT

Jeuudi le 17 août • 18 h 30 • Hotel Radisson Laval • 2900, Boul Le Carrefour • Laval • Québec

- 32 marchés disponibles • Plus de 100 franchises déjà accordées.
- Plus de 30 restaurants déjà ouverts à travers le Québec.

RSVP 1.800.442.1102 • www.quiznos.ca

CLASSÉ #1 DES 50 MEILLEURS
 Croissance de vente QSR Magazine Août 2004

CLASSÉ #1 CHAÎNE DE RESTAURANT
 Croissance en nombre d'unités et croissance de vente Nations Restaurant News Janvier 2005

CLASSÉ #2 MEILLEURE FRANCHISE
 Tableau annuel des 500 meilleures franchises Magazine Entrepreneur Janvier 2006

RSVP 1.800.442.1102 • www.quiznos.ca

CASILOC inc.

APPEL D'OFFRES

POSE DE TAPIS

Projet (MANMTL-04-85) CASINO DE MONTRÉAL

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur l'appel d'offres en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.casiloc.com

Appel d'offres

PROJET: RÉFECTION DES TOITURES DES HABITATIONS CENTRE-VILLE

DONNEUR D'OUVRAGE:
Les Habitations Centre-Ville
 Complexe Guy-Favreau
 Mail commercial, local B
 Montréal (Qc) H2Z 1X4

ARCHITECTE :
Le Groupe des Sept, atelier d'architecture
 122, rue Guilbault, Longueuil (Qc) J4H 2T2
 (450) 463-3257

Le Donneur d'ouvrage, Les Habitations Centre-ville, demande des soumissions pour le projet mentionné ci-haut à Montréal.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être consultés au bureau du Groupe des Sept, atelier d'architecture situé au 122, rue Guilbault, Longueuil ou obtenus contre un chèque visé au nom du Donneur d'ouvrage ou argent comptant au montant de cent dollars (100 \$) à compter du 15 août 2006.

Les soumissions, dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné, seront reçues au bureau du Groupe des Sept, atelier d'architecture au 122, rue Guilbault, Longueuil, J4H 2T2 jusqu'à 14 h, heure en vigueur localement, le 30^e jour du mois d'août 2006 pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé égal à 10% de la valeur du contrat à l'ordre du Donneur d'ouvrage, Les Habitations Centre-ville, ou d'un cautionnement de soumission donné par une institution financière légalement habilitée à se porter caution, établi au même montant, valide pour une période de 45 jours de la date d'ouverture des soumissions.

Une visite des lieux se tiendra le 23 août 2006, départ à 10 h au Complexe Guy-Favreau, Mail commercial, Local B, Montréal.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions présentées par des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B.-1.1).

Le Donneur d'ouvrage ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Arrondissement de LaSalle

Ville de Montréal

APPELS D'OFFRES

La Ville de Montréal, arrondissement de LaSalle, requiert des soumissions pour :

TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER AU SUD DU BOUL. LA-SALLE PRÈS DE L'AQUEDUC, CONTRAT A.P.06-1193, SOUMISSION 111402.

Date d'ouverture : **29 août 2006**

Dépôt de soumission : **55 \$ (chèque certifié seulement)**
 T.P.S. et T.V.Q. incluses (non remboursable)

Dépôt de soumission : **10 % de la soumission**

Pour informations, veuillez contacter monsieur Claude Bertrand, au (514) 367-6773 ou madame Jacinthe Desmarais, au (514) 367-6702.

N.B. : Les soumissionnaires pour ce contrat (A.P.06-1193) devront aussi se procurer les cahiers des charges généraux **TRAVAUX DE VOIRIE, ÉDITION 1995**, ouvrages de référence permanents pour ces dix travaux à la réception des Ateliers municipaux, au coût de 60 \$ chacun (chèque certifié seulement - T.P.S. et T.V.Q. incluses).

Les personnes intéressées peuvent se procurer les documents relatifs à cet appel d'offres numéro 111402 à compter du lundi 14 août 2006 en s'adressant aux **Ateliers municipaux de LaSalle, 7277, rue Corderner, LaSalle (Québec) H8N 2J7**, du lundi au jeudi de 8 h à 11 h 45 et de 13 h 15 à 16 h et le vendredi de 8 h à 11 h 45.

Les soumissions devront être retournées au Service des ressources matérielles, 7277, rue Corderner, LaSalle (Québec) H8N 2J7, AVANT 10 H 30 le 29 août 2006.

L'ouverture des soumissions se fera le 29 août 2006 à 10 h 30 aux Ateliers municipaux, 7277, rue Corderner, LaSalle (Québec) H8N 2J7.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin dans une enveloppe clairement identifiée fournie par la Ville à cet effet.

La Ville de Montréal, arrondissement de LaSalle, ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers les ou les soumissionnaires.

Services administratifs
Ressources financières et matérielles

LA PRESSE AFFAIRES

L'impact Magnetix se fait sentir

Me a rands r ssit to t de e s rasser les attentes

FRANCIS VAILLES

Les résultats de Mega Brands rece-laient une bonne et une mauvaise nouvelle, hier.

D'abord, la mauvaise : le fabricant de jouets de Montréal a réalisé des ventes passablement moindres que prévu au cours de la première moitié de l'année. Les jouets Magnetix en sont en partie responsables. La bonne : ce repli s'estompera progressivement au cours des prochains mois.

Au moment de l'acquisition de l'entreprise américaine Rose Art, en juillet 2005, Mega Brands (auparavant Mega Bloks) prévoyait faire plus de 200 millions de dollars américains de ventes au cours des six premiers mois de 2006. Le décompte des ventes s'est finalement arrêté à 187 millions US.

Ce recul s'explique notamment par l'impact de l'avis défavorable de la US Consumer Product Safety Commission sur les produits Magnetix, le 31 mars dernier. L'organisme dit avoir été informé de 34 cas d'incidents impliquant de petits aimants de Magnetix. Certains enfants ont subi des blessures après avoir avalé des aimants et un bébé de 20 mois est mort.

L'entreprise fait face à cinq poursuites de consommateurs aux États-Unis. Elle a dû remplacer 12 000 jouets et changer le design et l'emballage des produits Magnetix.

Hier, le chef de l'exploitation, Vic Bertrand, a indiqué que la réaction des consommateurs avait fait baisser les ventes de produits Magnetix de plus de 10 % (*two digits*), sans être plus précis.

« Les commandes des produits Magnetix pour la fin septembre sont bonnes. Si la tendance se maintient, nous croyons que l'impact sur les ventes sera minimal », a déclaré M. Bertrand, au cours d'une conférence téléphonique avec les analystes financiers.

Benoit Caron, analyste chez Canaccord Capital, chiffre l'impact de l'effet Magnetix sur les ventes entre 7 et 10 millions US au deuxième trimestre. Au cours de ce trimestre, les ventes ont été de 105 millions US. Pour l'année entière, l'impact pourrait être d'une vingtaine de millions de dollars. « Les

produits Magnetix sont très différents de l'an dernier. L'impact ira en décroissant et disparaîtra l'an prochain », croit M. Caron.

Autres facteurs

Deux autres facteurs ont contribué au ralentissement des ventes. D'abord, le délai dans la livraison de certains produits a reporté du deuxième au troisième trimestre des ventes de six millions US. Ensuite, la gestion plus serrée des inventaires chez certains détaillants resserre momentanément la demande de produits chez Mega Brands.

Au cours du deuxième trimestre, le bénéfice net s'est élevé à 4,1 millions US, soit 12 cents US par action. Ce chiffre est un peu plus élevé que ce qui était prévu par le consensus des analystes (10,4 cents US). Le titre à la Bourse de Toronto a d'ailleurs pris 2,4 % hier, clôturant à 21,30 \$CAN.

Il est difficile de faire une juste comparaison avec les chiffres de l'an dernier, puisque Mega Bloks a entre temps fait l'acquisition de Rose Art, qui a doublé la taille de l'entreprise. La transaction a néanmoins permis à Mega Brands d'être moins sujette aux fluctuations saisonnières.

L'an dernier, le deuxième trimestre s'était soldé par des ventes de 38,3 millions US et une perte de 2 cents US par action. Les commandes de produits Rose Art pour la rentrée scolaire (crayons, cahiers à colorier, etc.) expliquent la forte croissance des ventes.

Benoit Caron estime que la réaction des investisseurs à l'affaire Magnetix a été trop forte. Selon lui, l'action de Mega Brands, qui a perdu environ 25 % depuis quatre mois, vaut plus que 21 \$.

Actuellement, le titre se négocie à seulement 12,3 fois les profits prévus de 2006, comparativement à 16 fois pour Hasbro et 14,5 fois pour Mattel, des concurrents du même secteur. « Je ne change pas mon fusil d'épaule », dit M. Caron, qui recommande l'achat du titre avec un prix cible de 30 \$.

D'autres pensent comme lui. Avant l'annonce des résultats, huit analystes sur 11 recommandaient d'acheter et trois, de conserver.

Alliance Atlantis recevrait une offre de 400 millions

D APR SPC

TORONTO – Une entreprise britannique projette d'offrir environ 400 millions CAN pour acquérir Motion Picture Distribution, qui appartient à Alliance Atlantis Communications et au fonds de revenu Movie Distribution Income Fund.

Aldgate Capital offrirait entre 394 millions et 414 millions, ce qui donnerait un produit oscillant entre 10 \$ et 10,50 \$ par part du fonds.

Marwyn Investment Management a indiqué hier qu'il travaillerait avec Alliance Atlantis et le fonds de revenu sur l'offre à laquelle songe Aldgate pour mettre la main sur le grand distributeur de films au Canada, au Royaume-Uni et en Espagne.

Le communiqué de Marwyn a été publié au moment où les dirigeants de Alliance Atlantis s'entretenaient

avec les analystes des résultats du dernier trimestre.

David Lazzarato, vice-président et directeur financier de Alliance Atlantis, a précisé au cours de la conférence téléphonique qu'il n'avait pas vu le communiqué et qu'il ne pouvait pas livrer beaucoup de commentaires.

« Alors, nous allons le lire, a-t-il dit, nous allons nous entretenir avec eux, le cas échéant, et examiner l'offre, le cas échéant. C'est difficile de s'aventurer tant que nous n'avons pas eu la chance de le lire et d'y réfléchir. »

Mais M. Lazzarato a refusé de dire si Alliance Atlantis avait eu des contacts avec Marwyn à propos d'une offre potentielle.

Les rumeurs d'acquisition ont fait grimper les actions de Alliance Atlantis et les parts de Movie Distribution Income Fund.

ENCANS

AVIS PUBLIC

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE CONFECTION NEW CONCEPT INC. SERONT VENDUS PAR

ENCAN

LE : Mercredi 16 août 2006 à 10 h 30
AU : 4750, Jarry Est (200) à Montréal (Québec)
INSPECTION : Mardi 15 août 2006 de 9 h 30 à 16 h 30

MACHINES À COUDRE - BUREAUX - MATIÈRES PREMIÈRES

MACHINES À COUDRE : Mauter Special 9 652-130 - (40) Rimoldi F2700, F71-10, 527, 627, F61-16 - Juki MB372 - (3) Kansai special WX-8803D, WX8000 - (4) Rimoldi 261-34 - (10) Pfaff 463 - 34-03 - (8) Juki DDL 5550-6, 550N-7, 555-4 - (4) Pfaff 663-900 - (3) Juki M03714 - (2) Rimoldi 064-74, 174-16 - Union Special 39600 - (2) Singer 369W141, 246-2 - Ace C75 - (32) Juki DDL 8500-7 - (2) Juki LK-1900HS - Merrow MG-30C - (4) Rimoldi F-17 avec electronic elastic insertion - Etc.

ÉQUIPEMENT : Alimenteur de ruban - (11) RAM ELECTRONICA - (2) Racing S.M. Co - (2) Rimoldi - (54) Attache pour plier ruban - (2) Compresseurs EQUIPAIR 15HP, 5HP - Sécheur d'air DOMINICK HUNTER - (2) Horodateurs - Étau - Touret - (2) Perceuses - Couteau WOLF BLASER - Etc.

BUREAUX : Bureaux - Chaises - Classeurs - Télécopieur - Ordinateurs - Imprimantes - Micro-ondes - Réfrigérateurs - Etc.

ENV. 200 BOÎTES DE FILS ET D'ÉLASTIQUES

PHOTOS SUR SITE WEB

*Condition : 25 % comptant à l'adjudication. Solde payable comptant ou par chèque visé. Frais d'acheteur 12 %

ENCAN IMPERIAL AUCTION
 (514) 949 6677
www.imperialauctions.com

IN ESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

AVEC L'ACHAT D'INCO

CVRD deviendrait le premier producteur mondial de nickel

CLAIRE DE OLIVEIRA
AGENCE FRANCE-PRESSE

RIO DE JANEIRO — Le géant minier brésilien Vale do Rio Doce (CVRD) veut devenir le numéro un mondial du nickel avec le rachat du producteur Inco pour la somme de 17,7 milliards de dollars canadiens, payables en numéraire.

Le groupe brésilien a annoncé hier le lancement d'une offre d'achat sur la totalité du capital d'Inco, concurrente à celles du canadien Teck Cominco et de l'américain Phelps Dodge.

« Notre offre est attrayante pour les actionnaires d'Inco et supérieure à celles des deux concurrents. Le prix n'est pas bon marché; il est « full price » mais juste et la CVRD aura les moyens d'obtenir de bons retours » sur investissement, a affirmé hier le président de la compagnie Roger Agnelli lors d'une conférence de presse.

Vale do Rio Doce est prêt à payer la totalité de l'acquisition en nu-

méraire, alors que les offres concurrentes allient cash et actions.

Vale do Rio Doce offre 86 dollars CAN par action, aux termes de cette offre qui sera formellement lancée lundi.

M. Agnelli a précisé que les actions continueraient à être négociées en Bourse pendant les 40 à 45 jours où l'offre restera en vigueur.

Cette acquisition donnera naissance à la « seconde principale compagnie minière diversifiée au monde » et au premier producteur mondial de nickel, selon CVRD.

Inco est le deuxième producteur mondial de nickel (derrière le russe Norilsk Nickel) et détient les premières réserves de ce métal: 7,8 milliards de tonnes.

« Il n'existe pas de nouvelles réserves découvertes de nickel; seules Inco et la CVRD en ont, ce qui assurera un approvisionnement sûr à nos clients », a estimé le président de la CVRD.

L'opération survient en pleine envolée des cours du nickel qui

ont atteint hier à Londres un nouveau record historique à 27 300 dollars US la tonne.

Le nouveau groupe deviendra numéro un mondial sur le marché du fer, du nickel et des boulettes de fer (pellets), numéro deux sur ceux de la bauxite, du manganèse et du fer alliage et numéro trois pour celui de l'aluminium notamment.

CVRD est le premier producteur et exportateur mondial de fer et de boulettes, le second producteur de manganèse et un important fournisseur de bauxite, alumine, cuivre, potasse et kaolin.

L'achat d'Inco qui possède des mines au Canada, en Nouvelle-Calédonie et en Indonésie, sera financé sur deux ans par quatre banques: Crédit suisse, UBS, ABN AMRO et Santander dont tous les représentants étaient présents à la conférence de presse au siège de la CVRD à Rio.

« Nous aurons la plus forte dette d'une entreprise brésilienne auprès des banques et la Banque na-

tionale de développement économique et sociale (BNDES) s'est mise à notre disposition pour soutenir la transaction », a déclaré M. Agnelli.

Il a précisé que CVRD est « fermement engagée à maintenir ses hauts niveaux d'investissements » qui se sont élevés à 14 milliards US de 2000 à juin 2006. Rien que sur l'année 2006 les investissements doivent atteindre un record de 4,63 milliards.

M. Agnelli a relevé qu'il s'agissait du premier grand investissement de CVRD au Canada « ce qui lui apportera des actifs extrêmement importants et de qualité ». Il a cité notamment les techniciens d'Inco « dans un pays ayant cent ans d'expérience dans le domaine de l'extraction minière ».

À la Bourse de Toronto, hier, l'action d'Inco a gagné 3,28 %, à 89,08 \$.

L'action de CVRD a glissé de 0,05 real à 42,02 reals ou 22,39 \$CAN à la Bourse de Sao Paulo.

Falconbridge investira 145 millions à Matagami

JOCELYNE RICHER
PRESSE CANADIENNE

MATAGAMI — Poussée par la flambée du prix des métaux et la forte demande mondiale, la compagnie minière Falconbridge a annoncé hier un deuxième investissement majeur au Québec en moins d'une semaine, avec l'exploitation d'un gisement de zinc à Matagami, dans le Nord-du-Québec.

La minière canadienne, qui devrait annoncer la semaine prochaine qu'elle passe aux mains de la multinationale anglo-suisse Xstrata, va créer 250 emplois pour exploiter la mine Persévérance, un gisement de zinc situé sur le site d'une ancienne mine désaffectée, la mine Bell-Allard.

Il s'agit d'un investissement de 145 millions pour une exploitation prévue d'environ cinq ans.

L'annonce a été faite en présence du premier ministre Jean Charest, qui a présenté comme un « défi » l'objectif de combler tous ces postes, alors que les jeunes ont tendance à bouder le secteur minier.

« Un des grands, grands défis, ce sera de trouver la main-d'oeuvre qualifiée, formée, capable de travailler dans le secteur minier. C'est pas évident dans une industrie qui est cyclique », a déclaré M. Charest, durant la conférence de presse.

Il a de plus souligné que même si Québec ne participait pas directement à l'investissement annoncé par Falconbridge, son gouvernement avait créé l'environnement « stable », susceptible d'attirer l'attention des minières, grâce notamment au régime d'actions accréditatives, rendu permanent.

À Matagami, pendant ce temps, on prévoit produire 228 000 tonnes

de concentré de zinc par année, de même que 35 000 tonnes de concentré de cuivre.

Le gisement détecté en 2000 à Matagami renfermerait quelque 5 millions de tonnes à teneur de 15 % de zinc.

S'il n'est pas important en taille, le gisement trouvé sur place est de grande qualité, a indiqué le vice-président du Groupe Zinc de Falconbridge, Jean Desrosiers, pour justifier l'investissement.

Le maire de la ville, René Dubé, a semblé accueillir la nouvelle comme une véritable bouée de sauvetage.

Avant de se rendre à la conférence de presse, il avait fait un détour pour enlever la pancarte « mine à vendre » qui trônait sur le site.

« Quelle belle journée ! », a-t-il lancé, en faisant valoir que, pour survivre, Matagami devait miser

sur la diversification économique.

Il a vanté le travail du ministre des Ressources naturelles, Pierre Corbeil, qui aurait joué un rôle-clé pour convaincre Falconbridge d'aller de l'avant. « Vous avez livré la marchandise », a-t-il dit.

Les tractations entre Falconbridge et Xstrata relatives à la prise de possession qui devrait être annoncée la semaine prochaine ne seraient pas étrangères au report de l'annonce, prévue plus tôt.

Pour démontrer la vigueur du secteur minier au Québec, le ministre Corbeil a rappelé que cette industrie y avait investi 200 millions depuis deux ans.

Le zinc sert principalement à fabriquer des piles ou à revêtir l'acier pour le rendre inoxydable.

L'action de Falconbridge a pris 1 cent à 62,36 \$ hier à la Bourse de Toronto.

Toronto perd nerve de terrain

REUE
BOURSIÈRE

PRESSE CANADIENNE

Des titres de l'énergie, d'aurifères et de technologie ont pesé sur l'indice principal torontois, hier, pendant que l'apparition d'une nouvelle candidate à l'acquisition d'Inco, la brésilienne CVRD, donnait beaucoup d'allant au secteur des métaux.

L'indice S&P/TSX a diminué de 14,15 points à 11 944,90 sur un volume de 223,1 millions d'actions échangées; l'indice ne conserve donc qu'un maigre gain de 8,22 points sur la semaine.

Aux États-Unis, le département du Commerce a noté un bond de 1,4 % des ventes au détail de juillet, en écart mensuel, leur meilleur gain en six mois et faisant suite à une baisse en juin. Diverses tensions géopolitiques

rendaient cependant le public investisseur nerveux, à l'orée du week-end.

Pour certains économistes, la renaissance de la consommation américaine n'est pas vraiment proche.

« La création d'emplois est faible, l'essence qui coûte cher gruge le pouvoir d'achat de la population, l'effet du boom de la construction résidentielle s'estompe et le taux d'épargne est largement en territoire négatif », analyse Marc Lévesque, économiste à la Banque TD. À la cote new-yorkaise, le brut pour septembre a gagné 0,35 \$ à 74,35 \$ US le baril, au lendemain d'une chute de 2,35 \$ US due à l'arrestation de terroristes présumés qui visaient le transport aérien. Cette réaction est apparue trop hâtive, hier, car les risques pour l'approvisionnement demeurent importants.

Par contre, le dernier aperçu de l'Agence internationale de l'énergie était à la baisse pour la croissance de la demande globale en or noir, alors que celle-ci semble plafonner dans les pays les plus industrialisés.

RÉSULTATS FINANCIERS

	REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION	
	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.
180 Connect Inc. (NCT.U. / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	76 469	62 207	23 (5 066)	717	—	(0,21)	0,03
Télécomm., Ontario	6 mois	150 949	125 972	20 (9 950)	5 576	—	(0,41)	0,23
ACE Aviation Holdings (ACE.B / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	2 682 000	2 458 000	9 236 000	169 000	40	2,32	1,68
Aérospatiale/Défense, Québec	6 mois	5 166 000	4 635 000	11 354 000	92 000	285	3,47	0,97
Aeterna Zentaris Inc. (AEZ / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	83 390	60 144	39 (1 562)	13 276	—	(0,03)	0,29
Médical/Produits pharm., Québec	6 mois	167 867	122 009	38 (4 142)	13 394	—	(0,08)	0,29
AirBoss of America (BOS / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	60 884	61 210	-1 3 122	1 597	95	0,13	0,07
Aérospatiale/Défense, Ontario	6 mois	121 999	120 778	1 4 899	3 117	57	0,21	0,14
Alliance Atlantis Comm. (AAC.B / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	253 200	240 100	5 26 000	10 700	143	0,61	0,25
Diversissement, Ontario	6 mois	524 600	504 900	4 47 500	33 900	40	1,10	0,78
Arriscraft Int'l Income Fd (AIN.UN / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	20 553	17 717	16 1 410	(1 385)	—	0,16	(0,16)
Aérospatiale/Défense, Ontario	6 mois	37 929	33 063	15 482	(2 459)	—	0,06	(0,29)
Atrium Biotechnologies (ATB / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	74 300	50 300	48 6 300	4 000	57	0,21	0,14
Médical/Produits pharm., Québec	6 mois	150 300	98 500	53 13 200	7 200	83	0,44	0,27
Automodular Corp. (AM / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	17 133	19 564	-12 591	1 436	-59	0,03	0,07
Automobile, Ontario	6 mois	35 023	38 870	-10 1 167	1 096	6	0,05	0,06
Axcan Pharma Inc. (AXP / TSX)	30 juin - 3 ^e trim.	76 657	59 409	29 13 280	4 097	224	0,29	0,09
Médical/Produits pharm., Québec	9 mois	220 066	184 356	19 30 847	17 276	79	0,67	0,38
BMTC Group Inc. (GBT.A / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	219 712	218 197	1 12 143	15 451	-21	0,35	0,44
Ménages/Consomm./Cosmét., Québec	6 mois	405 966	390 292	4 12 428	16 972	-27	0,36	0,48
Cinram Int'l Income Fd (CRW.UN / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	398 946	449 586	-11 (18 626)	4 584	—	(0,32)	0,08
Internet/Multim., Ontario	6 mois	846 773	903 404	-6 (14 691)	8 659	—	(0,25)	0,15
Denison Mines Inc. (DEN / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	11 349	12 281	-8 539	2 519	-79	0,02	0,10
Pétrole/Energie, Ontario	6 mois	16 857	15 464	9 545	1 098	-50	0,02	0,04
Endeavour Mining Cap. (EDV / TSX)	30 juin - 10 mois	92 038	33 510	175 73 582	26 644	176	3,18	1,15
Mines/Métaux, N/A								
Goldcorp Inc. (G / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	491 484	301 605	63 190 409	98 030	94	0,50	0,30
Mines/Métaux, C.-B.	6 mois	777 741	424 455	83 282 810	127 519	122	0,78	0,44
Imagold Corp. (IMG / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	71 955	29 539	144 29 838	2 375	1156	0,17	0,02
Mines/Métaux, Ontario	6 mois	116 436	59 032	97 49 689	10 118	391	0,30	0,07
IPL Inc. (IPL.A / TSX)	29 juin - 3 ^e trim.	66 795	56 817	18 (698)	(354)	—	(0,05)	(0,02)
Machinerie/Fabrication, Québec	9 mois	164 993	153 971	7 (2 566)	345	—	(0,18)	0,02

	30 juin - 2 ^e trim.	4 284	4 408	-3	127	358	-65	n.d.	n.d.
ISACSOFT Inc. (ISF / TSX)									
Ordi./Électron./Logiciels, Québec	6 mois	8 234	9 916	-17	425	8	5212	n.d.	n.d.
Leon's Furniture Ltd. (LNF / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	134 028	121 933	10	8 252	7 850	5	0,47	0,43
Détail, Ontario	6 mois	254 046	235 515	8	18 004	15 676	15	1,02	0,86
Mamma.com Inc. (MAMA / NASDAQ)	30 juin - 2 ^e trim.	1 929	2 413	-20 (1 266)	(2 499)	—	(0,09)	(0,20)	
Ordi./Électron./Logiciels, Québec	6 mois	4 139	5 415	-24 (2 141)	(3 390)	—	(0,15)	(0,28)	
Mega Brands Inc. (MB / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	105 410	38 292	175	4 050	(540)	—	0,13	(0,02)
Détail, Québec	6 mois	186 955	67 605	177	4 628	(1 718)	—	0,14	(0,06)
SR Telecom Inc. (SRX / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	19 388	n.d.	(17 327)	n.d.	—	(0,02)	n.d.	
Télécomm., Québec	6 mois	43 676	n.d.	(30 902)	n.d.	—	(0,05)	n.d.	
TSO3 Inc. (TOS / TSX)	30 juin - 2 ^e trim.	301	0	(1 492)	(1 638)	—	(0,04)	(0,05)	
Médical/Produits pharm., Québec	6 mois	602	0	(3 497)	(3 200)	—	(0,10)	(0,10)	

Source: CNW Group

Inscri e - o s a site **lapresseaffaires.com** et d couvre une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse

CANADA	Année Semaine Cette		
	dernière	dernière	semaine
Taux d'escompte	2,75	4,50	4,50
Taux préférentiel	4,25	6,00	6,00
Fonds à un jour	2,50	4,25	4,25

Bons du trésor (3 mois)	Année Semaine Cette		
	dernière	dernière	semaine
Bons du trésor (1 an)	2,79	4,24	4,21
Obligations (3 ans)	3,11	4,17	4,16
Obligations (5 ans)	3,41	4,19	4,20
Obligations (10 ans)	3,91	4,36	4,40
Obligations (30 ans)	4,30	4,36	4,40

QUÉBEC			
Bons du trésor (3 mois)	Année Semaine Cette		
	dernière	dernière	semaine
Obligations (5 ans)	3,53	4,49	4,50
Obligations (10 ans)	4,35	4,77	4,79
Obligations (30 ans)	4,88	4,98	5,01

ONTARIO			
	Année	Semaine	Cette
	dernière	dernière	semaine
Obligations (5 ans)	3,61	4,42	4,43
Obligations (10 ans)	4,18	4,64	4,65
Obligations (30 ans)	4,74	4,88	4,90

ÉTATS-UNIS			
	Année	Semaine	Cette
	dernière	dernière	semaine
Taux d'escompte	4,50	6,25	6,25
Taux préférentiel	6,50	8,25	8,25
Fed Funds	3,50	5,25	5,25

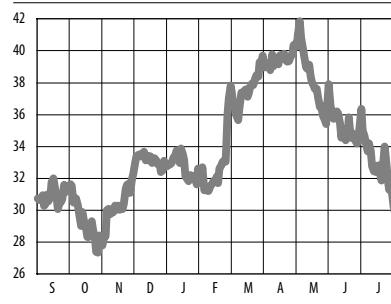
Bons du trésor (3 mois)	Année Semaine Cette		
	dernière	dernière	semaine
Bons du trésor (1 an)	3,78	5,15	5,19
Obligations (3 ans)	4,00	5,09	5,10
Obligations (5 ans)	4,12	4,82	4,89
Obligations (10 ans)	4,27	4,87	4,95
Obligations (30 ans)	4,45	5,05	5,14

Taux communiqués par Valeurs Mobilières Banque Laurentienne

LA SEMAINE EN COURSE

TITRES GAGNANTS

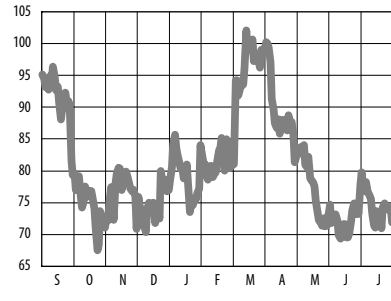
INTRAWEST (ITW)
38,44 \$ **28,**



Fortress In est ent Gro , ir e de ca ital ris e ri , a consenti hier ac rir Intra est a ri de ,8 illiard US, o US l'action Le titre a atteint ,8 US la o rse de Ne Yor

RESEARCH IN MOTION (RIM)

83,23 \$ **2,**



Pa l Coster, anal ste de PMor an, a conseil a in estisse rs dans n ra ort li ardi de tir des ositions » dans le titre de Research In Motion a ant el entre rise lance n t l hone sans il l s tard cette ann e

SEARS CANADA (SCC)

21,50 \$ **,82**

LA PRESSE AFFAIRES

IN ESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

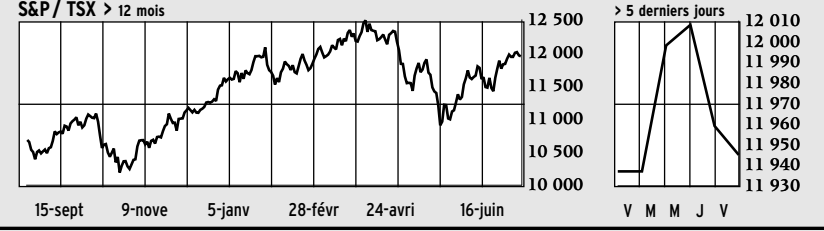
La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

Table of 50 stock tickers with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

Table of 50 stock tickers with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras : Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 : Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30.

COURSE DE TORONTO



Market summary table for Toronto with columns for opening, high, low, closing, and volume.

Table of market indices including Services financiers, Matériaux de base, and Produits industriels.

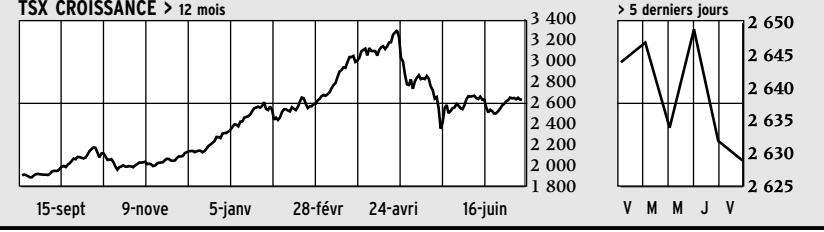
Table of Canadian indices including S&P/TSX 60 and S&P/TSX Petites cap.

Table of top performing stocks (LES 10 PLUS ACTIFS).

Table of top performing stocks (TITRES GAGNANTS EN \$).

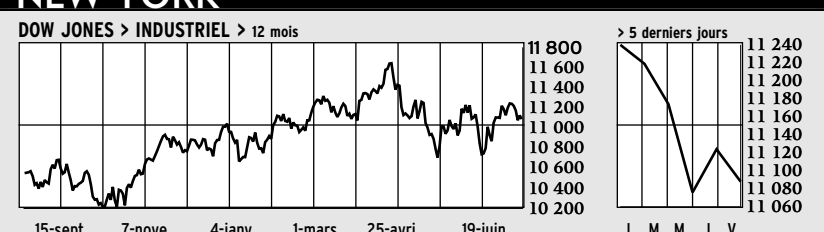
Table of top performing stocks (TITRES PERDANTS EN \$).

COURSE DE CROISSANCE TSX



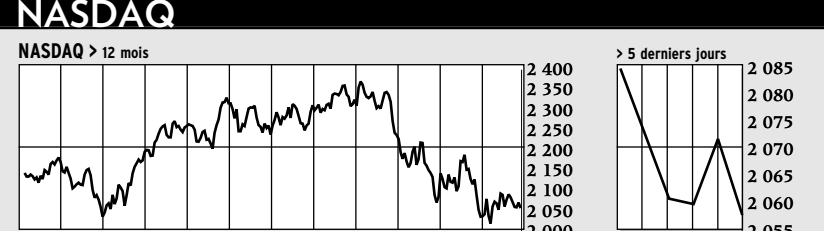
Market summary table for TSX Croissance with columns for opening, high, low, closing, and volume.

NEW YORK



Market summary table for New York with columns for opening, high, low, closing, and volume.

NASDAQ



Market summary table for NASDAQ with columns for opening, high, low, closing, and volume.

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

Large table listing 100 Quebec-based companies with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

ÉTATS-UNIS LES 100 GÉANTS

Large table listing 100 major US companies with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

US STOCKS

Table of US stocks with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas. Includes sectors like Tech, Energy, and Healthcare.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE

Table of limited liability companies with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

DEBENTURES

Table of debentures with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS

Table of bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LES OBLIGATIONS DU CANADA

Table of Canadian bonds with columns for Société, Volume, Div., 100F, ch. 52 sem., Net, Haut, Bas.

LA PRESSE AFFAIRES

INTRAWEST

Petite histoire d'un grand investisseur

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Avant : une montagne régionale en faillite. Après : une destination touristique quatre saisons et un centre de ski de renommée mondiale.

Lorsque son futur employeur débarqua au Mont-Tremblant, Line Lortie fréquentait les pistes des Laurentides comme skieuse. « La station ne pouvait même pas payer ses factures d'électricité », se rappelle-t-elle.

Aujourd'hui, la directrice des affaires publiques de Station Mont-Tremblant réalise chaque jour le chemin parcouru depuis l'arrivée d'Intrawest en 1991. La société de Vancouver n'a pas seulement changé le look du Mont-Tremblant. Elle a complètement métamorphosé la station de ski. Les investissements d'un milliard de dollars au Versant Sud ont permis à Mont-Tremblant d'entrer dans la cour des grands. Et de devenir, selon *Ski Magazine*, la destination de ski par excellence du nord-est de l'Amérique du Nord, au cours des neuf dernières années.

La société de Vancouver a le mérite d'avoir cru au potentiel commercial du Mont-Tremblant. Mais elle bénéficiait aussi de conditions gagnantes. « Tremblant réunit un lac et une montagne, une combinaison très rare, dit Line Lortie. Notre marché est également intéressant car il est près de l'Ontario et pas très

loins des États-Unis. Intrawest avait la vision d'un village piétonnier, d'un cachet européen en Amérique du Nord. »

Le propriétaire de Whistler Blackcomb, en Colombie-Britannique, a aussi su intégrer un centre de divertissement récréotouristique aux installations existantes en 1991. « Nous voulons offrir le plus d'activités possible, dit M^{me} Lortie. Les gens sont plus instruits. Ils voyagent de plus en plus et ils sont évidemment plus exigeants. Nous devons donc adopter au marché touristique et continuer de diversifier nos activités. Notre objectif est d'offrir des activités intérieures comme extérieures tous les jours de l'année. Il doit toujours y avoir quelque chose à faire pour tout le monde. »

Le pari d'Intrawest a fonctionné : 2,3 millions de visiteurs, dont 40 % de l'extérieur du Canada, visitent le Mont-Tremblant chaque année. En 1991, il n'y en avait que 400 000, dont 5 % de l'extérieur du Canada.

Aujourd'hui, Intrawest cède le pas à Fortress Investment Group. La firme d'investissement de New York hérite d'un joyau touristique québécois. Elle entend d'abord terminer les projets de mise en valeur du Versant Soleil et du Versant Nord au coût d'un milliard de dollars. Elle espère ainsi accueillir 4,5 millions de visiteurs par année à la fin des travaux, en 2011.



Maquette du Versant Nord, où l'on investira plus d'un milliard de dollars.

PHOTO FOURNIE PAR LA STATION MONT-TREMBLANT

Fortress In est ent ne soci t discr te

Fortress Investment Group LLC fait rarement parler d'elle. Comme plusieurs autres grands fonds d'investissement américains, le groupe cultive une certaine culture du secret et se retrouve dans les médias uniquement quand survient une transaction d'envergure — comme celle avec Intrawest.

Fortress gère des actifs de 23 milliards US, y compris de l'immobilier, des fonds spéculatifs et des prêts en difficulté. La compagnie a été fondée en 1998 par Wesley Edens, Robert Kauffman et Randal Nardone, qui auparavant avaient travaillé

ensemble à BlackRock Asset Investors, un fonds de capital à risque privé de New York.

La firme a déjà détenu 270 millions US en prêts consentis au chanteur Michael Jackson, garantis en partie par sa participation de 50% dans le catalogue de chansons des Beatles. Jackson a restructuré sa dette en avril dernier dans le cadre d'un accord avec Sony, qui possède l'autre moitié du catalogue.

Le portefeuille de Fortress comprend notamment Brookdale Senior Housing à Chicago, qui fournit des habitations et du logement avec assistance à 1,9

million de personnes âgées. On trouve aussi dans ce portefeuille Gagfah, quatrième société allemande d'habitation.

La compagnie a également investi dans Global Signal, de Sarasota, en Floride, un exploitant de tours de téléphonie cellulaire, dont il a contribué au redressement après que Global eut requis la protection de la loi sur les faillites en 2002. Fortress détient en outre une participation dans Aircastle Advisor, une compagnie de location d'avions qu'il a fondée en 2004.

looo er et La Presse A ires

EN KIOSQUE DÈS MAINTENANT

TOUT SUR LE CHAMPIONNAT DE LA PGA

VOYAGES CAHIER SPÉCIAL DE 32 PAGES

REVUE GOLF MAGAZINE

JOHN DALY À L'OMNIUM DE MONTRÉAL

Toute la lumière sur sa PARTICIPATION

CHAMPIONNAT DE LA PGA MEDINAH : UN MONSTRE DE 7561 VERGES !

RÉMI BOUCHARD MAÎTRISEZ LES NORMALES 3

CAHIER SPÉCIAL VOYAGES DE GOLF AUTOMNE / HIVER

Aussi, les chroniques et conseils de :

RÉMI BOUCHARD
ANNE CHOUNARD
ANNE LABRECQUE
JEAN-LOUIS LAMARRE
DEBBIE SAVOY-MOREL
PIERRE TRUDEL

POUR LES ABONNÉS LA PRESSE

privileges

JUSQU'À 30% DE RABAIS SUR CE PRODUIT

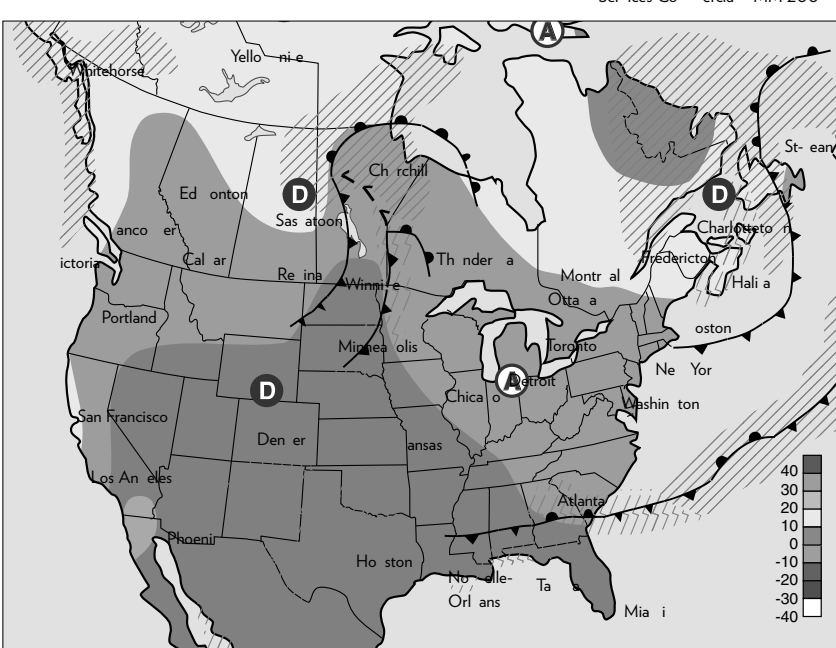
Les Éditions gesta

Pour en profiter cyberpresse.ca/privileges

M T O



LES SYSTÈMES MÉTÉOROLOGIQUES



MONTRÉAL ET LES ENVIRONS

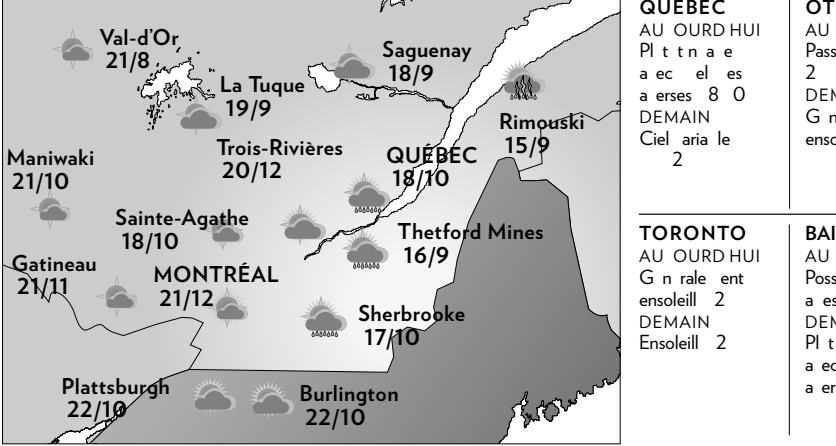
AUJOURD'HUI **2** G n rale ent ensoleill a ec el es assa es n a e en a r s-idi ents d nord-o est h to mant de l'o est 20 h Pro a ilit de r ci itations 20 Facte r h ide 2

DEMAIN **22** G n rale ent ensoleill Pro a ilit de r ci itations 0

CETTE NUIT **2** Passa es n a e en soir e, n rale-ent d a a co rs de la n it ents l ers Pro a ilit de r ci itations 0 Facte r h ide n l, en soiree

LUNDI **2** Pl t t n a e a ec el es a reses Pro a ilit de r ci itations 0

PRÉVISIONS RÉGIONALES



L'ALMANACH QUOTIDIEN POUR MONTRÉAL

TEMPÉRATURE	MAX	MIN
Hier	2	2
Nor ales d or	2	8
A lan ass	2	8
O ser hier h	2	8

RECORDS	en 2002	en 00
Pl s h t a i		
Pl s a s ini		

FACTEUR HUMIDEX	A o r d h i
	2

INDICE UV	A o r d h i	le

PRÉCIPITATION	Hier	00

LE SOLEIL ET LA LUNE	h	20h0	D r e totale d o r h

AU PAYS	AU OURD'HUI
Cal ar	Ora es
Charlottetown	Ora es 8 2
Ed onton	Ensoleill 20 0
Fr d ricton	Ora es 20
Hali a	Ora es
I al it	ea 2
R ina	ea 22 0
Saint-ean	Pl ie 2 0
Sas atoon	aria le 20 0
anco er	Ensoleill 20
Whitehorse	A reses 8
Winni e	Ora es 0
Yello nie	Ensoleill 8 0

LE MONDE	AU OURD'HUI
ei in	Ora es 2 2
oston	Soleil 2
r elles	N a e 2
Lis onne	Soleil 0 2
Londres	Pl ie 20
Los An eles	aria le 2 20
Madrid	Soleil 28
Me ico	Ora es 22
Mosco	aria le 22 0
Ne Yor	Soleil 2
Port-a -Prince	N a e 8
Ro e	Soleil 2 2
To o	aria le 28 8
Washin ton	Ora es 0 2
	Soleil 2

AU SOLEIL	AU OURD'HUI
Aca lco	ea 28
Atlantic Cit	Soleil 2 2
Ca e Cod	Soleil 2
Da tona	Ora es 2 2
e West	aria le 2
enne n ort	aria le 2 8
Mia i	aria le 2 8
Nia ara Falls	Ensoleill 2
Old Orchard	Soleil 2
Wild Wood	Soleil 2